



PLUS ÉLECTIONS 2000



La santé,
un enjeu majeur

Pages 2 et 3

Un gouvernement
Bloc-Alliance?

Page 9

La Presse

CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 25 NOVEMBRE 2000

Jean Chrétien s'achemine vers une majorité accrue

Le dernier sondage Ekos montre que Stockwell Day a peut-être sous-estimé le premier ministre



KATIA GAGNON

Même si ses adversaires spéculent déjà sur l'éventualité d'un gouvernement minoritaire, les données d'un imposant sondage réalisé par la firme Ekos pour le compte de *La Presse* et du *Toronto Star* montrent que le parti de Jean Chrétien s'achemine vers une solide majorité.

Malgré une dernière semaine de campagne difficile pour le premier ministre, au cours de laquelle ses rivaux n'ont cessé de mettre en doute son intégrité, les intentions de vote des 3910 électeurs sondés à l'échelle du Canada n'ont pratiquement pas bougé. À 43 % des intentions de vote, les partisans libéraux ne sont que légèrement moins nombreux qu'en début de campagne : le PLC ne récolte que 5 % de moins qu'à la fin octobre. Jean Chrétien devrait donc faire élire, prévoit le sondeur Frank Graves, autour de 170 députés. L'Alliance récolte la faveur de 25 % des répondants, en baisse de trois points par rapport au début de la campagne. Les conserva-

teurs sont en légère remontée, à 11 % et le Nouveau Parti démocratique est à 9 %.

Au Québec, c'est l'égalité parfaite : libéraux et bloquistes sont tous deux à 42 % des intentions de vote. L'Alliance récolte 6 % ; conservateurs et néo-démocrates sont à égalité à 4 %, ce qui conduira, prévoit le sondeur Frank Graves, sensiblement à la même répartition de sièges qu'en 1997. À cause de son avance chez les francophones (15 points), le Bloc pourrait faire quelques gains, mais le parti souverainiste ne récoltera au maximum que cinq sièges de plus qu'en 1997, croit M. Graves. Le comportement des 18 % d'indécis, qui penchent traditionnellement du côté libéral, pourrait cependant désavantager les bloquistes, qui pourraient aussi avoir des difficultés à « faire sortir » leur vote.

Percée ratée

Ailleurs au Canada, les chiffres montrent que Stockwell Day n'a pas réussi à faire la percée attendue, diagnostique M. Graves. En Ontario, plus de 30 points séparent l'Alliance de ses adversaires libéraux. Dans la zone désignée par le code régional 905, où Stockwell Day comptait faire des gains, les libéraux mènent également par 31 points. L'Alliance ne récoltera tout au plus que trois sièges en Ontario, prévoit Frank Graves.

Dans les provinces de l'Atlantique, la domination libérale perdure, sondage après sondage. M. Graves prévoit 25 sièges libéraux sur 32, peut-être l'élection de quelques conservateurs. Dans les Prairies, les libéraux devraient faire élire sept députés, la part du lion des 29 sièges irait à l'Alliance, quelques-uns iraient au NPD. Dans l'Ouest, seuls deux libéraux réussiraient à percer la domination alliante en Alberta et Joe Clark parviendrait à se faire élire dans Calgary-Centre. En Colombie-Britannique, sept libéraux devraient être élus sur les 22 sièges de la province, dont la majorité irait à l'Alliance.

Bref, si les résultats sont ceux que prévoit le sondage d'Ekos, une firme qui avait visé remarquablement juste à la veille du scrutin de 1997, la campagne de l'Alliance se solderait par un « échec retentissant », constate M. Graves. Pourquoi Stockwell Day a-t-il échoué ? Plusieurs facteurs sont en cause, estime M. Graves. D'abord, l'Alliance a maladroitement tenté de recentrer ses politiques, jugées trop extrêmes par la majorité, ce qui a produit une certaine ambiguïté dans l'esprit des électeurs sur les réelles intentions du parti. La personnalité de Stockwell Day a également joué : « Preston Manning aurait été un pari plus sûr en Ontario », croit M. Graves.

Dans un contexte où l'optimisme et la confiance des électeurs sont élevés, il est également très difficile pour un parti comme l'Alliance de modifier la tendance des électeurs à réélire les libéraux. Et surtout, croit Frank Graves, Stockwell Day a sous-estimé Jean Chrétien. « M. Chrétien n'était pas un atout pour son parti, mais pas un boulet non plus. Paul Martin n'aurait pas récolté plus d'appuis en Ontario et dans les provinces de l'Atlantique », dit-il. « Le télégraphique Stockwell Day s'est dit qu'il ne ferait qu'une bouchée d'un homme comme Jean Chrétien. Ce n'est pas ce qui s'est passé. »

Mais le premier ministre, s'il est effectivement réélu, aura du pain sur la planche pour arriver à recoller les morceaux. Avec l'Alliance retranchée dans l'Ouest, les libéraux en Ontario et dans l'Atlantique et le Québec bloquiste, le Canada sera « plus divisé que jamais », prévoit Frank Graves. Parce que la division n'est plus seulement géographique, mais également idéologique. Et que les électeurs de l'Ouest, qui ont suivi cette campagne avec enthousiasme, avaient placé tous leurs espoirs en Stockwell Day. « La réconciliation nationale va être difficile. Il y aura un très grand défi de réunification », conclut le sondeur.

ÉVOLUTION DES INTENTIONS DE VOTE AU CANADA

	Élections 02 juin 1997	EKOS 21 sept.-7 oct.	EKOS 23-26 oct.	EKOS 11-15 nov.	EKOS 20-22 nov.
PARTI LIBÉRAL	38%	50%	47%	45%	43%
ALLIANCE CANADIENNE	19%*	19%	28%	26%	25%
BLOC QUÉBÉCOIS	11%	9%	9%	10%	9%
PARTI CONSERVATEUR	19%	11%	8%	10%	11%
NPD	11%	8%	7%	9%	9%
AUTRES	2%	4%	1%	1%	2%

* Alors le Parti réformiste.

LES INTENTIONS DE VOTE PAR RÉGION

	Québec	Colombie-Britannique	Alberta	Sask./Manitoba	Ontario	Maritimes
PARTI LIBÉRAL	42% (-1)	31% (-2)	21% (-5)	34% (+2)	53% (-1)	50% (-2)
ALLIANCE CANADIENNE	6% (-)	44% (+1)	57% (-1)	35% (-7)	21% (-3)	10% (-2)
BLOC QUÉBÉCOIS	42% (-)	-	-	-	-	-
PARTI CONSERVATEUR	4% (-1)	8% (+2)	13% (+4)	11% (+6)	13% (+1)	23% (+1)
NPD	4% (+1)	12% (-3)	7% (+2)	21% (+2)	9% (+1)	12% (-1)
AUTRES	3% (+2)	6% (+3)	2% (-)	0% (-1)	3% (+2)	4% (+3)

0 : Pour quel parti politique avez-vous l'intention de voter aux élections du 27 novembre ?
Même si votre idée n'est pas encore faite, pour quel parti politique seriez-vous tenté de voter aux élections du 27 novembre ?
(-) Variation depuis le sondage EKOS du 11 au 15 novembre 2000.

Un fossé politique entre hommes et femmes

KATIA GAGNON

LES COLONNES de chiffres des sondages cachent parfois de criantes réalités. Au cours de cette campagne électorale, les Canadiens se sont clairement séparés en deux groupes bien distincts, qui n'ont pas les mêmes préoccupations, ni le même intérêt pour la campagne et encore moins les mêmes intentions de vote. Un véritable fossé politique s'est en effet créé entre les hommes et les femmes au Canada.

La campagne a été centrée sur les préoccupations des hommes, observe le sondeur Frank Graves : économie, baisses d'impôt, dette. Les femmes, avec leur intérêt pour tout ce qui touche à la santé, aux garderies, à l'environnement ou à la pauvreté, ont eu l'impression d'avoir été laissées de côté par les politiciens. Résultat : les femmes sont deux fois plus nombreuses que les hommes dans le groupe des électeurs indécis.

Et les chances sont que ces femmes qui se disent toujours indécises se désintéressent tellement de la campagne électorale qu'elles n'iraient carrément pas voter lundi prochain. Si elles y vont, leur vote ne sera vraisemblablement pas le même que celui des hommes : elles sont moins favorables à l'Alliance et da-

vantage proches des libéraux.

C'est précisément parce qu'une bonne partie des électrices indécises n'iront pas voter que malgré le nombre toujours élevé d'indécis, ces derniers ne feront pas de différence le jour du scrutin, prévoit M. Graves. En additionnant les électeurs qui se disent indécis (13 %) à ceux qui refusent de répondre (12 %), c'est le quart des répondants à notre sondage qui n'ont pas exprimé clairement leur intention de vote. Un chiffre élevé ? Pas vraiment, selon M. Graves, qui souligne qu'à la veille du scrutin de 1997, ces deux groupes d'électeurs totalisaient 30 % des répondants à un sondage réalisé par Ekos.

Mais une bonne partie d'entre eux s'abstiendront de voter. Et le reste se répartira vraisemblablement entre tous les partis, ce qui ne produirait pas d'effet marqué sur les pourcentages qu'ils récolteront. C'est ce qui permet aux sondeurs de faire des prévisions souvent très exactes : aux dernières élections, par exemple, avec le tiers des répondants qui ne dévoilaient pas leurs intentions de vote, Ekos avait prédit 38 % aux libéraux, 21 % au Parti conservateur, 18 % au Reform, 11 % au NPD et 10 % au Bloc. Le 2 juin 1997, dans la vraie vie, les libéraux ont eu 39 %, le Parti conservateur et le Reform 19 % chacun, le NPD 11 % et le Bloc 11 %.



Méthodologie

CE SONDRAGE a été réalisé pour *La Presse* et le *Toronto Star*, par la firme Ekos, d'Ottawa. Les données ont été pondérées en fonction de la région, du sexe et de l'âge des répondants afin que l'échantillon reflète la population canadienne.

La taille de l'échantillon est de 3910 répondants. L'enquête a été réalisée entre le 20 et le 22 novembre 2000. Les résultats sont précis à plus ou moins 1,6 %, 19 fois sur 20. La marge d'erreur augmente lorsqu'on traite de sous-échantillons. Par exemple, pour les données portant sur les 941 répondants du Québec, la marge d'er-






reur est de 3,2 %, 19 fois sur 20.

Il est à noter que le taux de refus et d'autres erreurs de mesure peuvent faire fluctuer à la hausse la marge d'erreur totale du sondage.

Pour obtenir une copie du rapport de sondage, on peut consulter dès lundi le site internet de la firme Ekos (www.ekos.com). On peut aussi en faire la demande à Sondage Élections 2000, La Presse, 7 rue St-Jacques, Montréal, Québec, H2Y 1K9. Il en coûtera environ 4,25 \$, plus les frais d'expédition.

ÉLECTIONS 2000 > 2 JOURS AVANT LE VOTE

Les programmes des partis fédéraux

					
LOI ET ORDRE	<ul style="list-style-type: none"> > Ajouter au Code criminel des infractions spécifiques contre les enfants, comme la négligence criminelle ou l'utilisation de l'Internet pour attirer les enfants à des fins sexuelles. > Améliorer les services aux victimes d'actes criminels. > Renforcer les lois antigang. Établir une stratégie nationale sur les stupéfiants. 	<ul style="list-style-type: none"> > Proposer une loi pour prohiber l'appartenance à une organisation criminelle. Mieux surveiller et réprimer les plantations de marijuana sur les terres agricoles, mais décriminaliser l'usage médical de la marijuana. > Favoriser la réhabilitation des jeunes contrevenants, plutôt que la répression. > Prohiber la possession de matériel pornographique juvénile. 	<ul style="list-style-type: none"> > Éliminer les condamnations conditionnelles pour les criminels violents. > Surveiller à vie les agresseurs sexuels et les récidivistes violents. > Envoyer devant un tribunal pour adultes les jeunes contrevenants âgés de 16 ans, et âgés de 14 ans pour les crimes les plus graves. Mettre un terme à la confidentialité des dossiers des jeunes contrevenants. > Abroger la loi sur le contrôle des armes à feu. 	<ul style="list-style-type: none"> > Remplacer la Loi sur les jeunes contrevenants par une nouvelle mesure qui refléterait les principes de protection du public, de dissuasion et de dénonciation. > Abroger le système d'enregistrement des armes d'épaule et renforcer les dispositions régissant l'utilisation dangereuse et criminelle des armes à feu. 	<ul style="list-style-type: none"> > Appuyer le financement de programmes communautaires de réadaptation pour jeunes contrevenants. > Rétablir une police portuaire nationale pour lutter contre le crime organisé et la contrebande dans les ports. > Durcir les peines et les conditions de libération pour les actes criminels répétitifs. > Offrir de meilleures ressources pour les victimes.
POLITIQUES SOCIALES ET CULTURELLES	<ul style="list-style-type: none"> > Créer un Régime enregistré d'apprentissage personnel. > Augmenter les prestations fiscales pour les enfants (ex: un maximum de 2500\$ pour le premier enfant). > Construire de 60 000 à 120 000 nouveaux logements à louer sur quatre ans, en partenariat avec les provinces. > Porter l'immigration à un niveau annuel se rapprochant de 1% de la population (donc accueillir 300 000 immigrants chaque année plutôt que 200 000 actuellement) 	<ul style="list-style-type: none"> > Réformer l'assurance-emploi pour augmenter le nombre de semaines de prestations admissibles. Élargir les règles d'accès à l'assurance-emploi pour les jeunes, les femmes et les travailleurs autonomes. Investir deux milliards dans la construction de logements sociaux au cours des cinq prochaines années. > Aider le gouvernement du Québec à instaurer les programmes de congés parentaux de son choix. > Consulter le gouvernement du Québec sur les politiques d'immigration. 	<ul style="list-style-type: none"> > Maintenir les taux d'immigration actuels, mais ne pas les augmenter. Faciliter l'entrée des immigrants instruits. Emprisonner tous les immigrants illégaux, traiter leur cas en 90 jours et les renvoyer lorsque leur cause est mauvaise. > Privatiser en partie la télévision de Radio-Canada, tout en assurant une propriété majoritairement canadienne. Conserver la radio publique. > Remplacer le système de prêts étudiants par des prêts remboursables en fonction du revenu. 	<ul style="list-style-type: none"> > Favoriser l'entrée d'immigrants instruits et compétents. > Changer les conditions de remboursement du Programme canadien de prêts aux étudiants pour que le remboursement corresponde à un pourcentage du revenu net d'impôt. Instaurer un crédit d'impôt pour les étudiants du niveau postsecondaire qui remboursent des emprunts en vertu de ce programme. 	<ul style="list-style-type: none"> > Modifier le Code criminel pour que les responsables d'entreprises répondent des conditions de travail dangereuses. > Instaurer une stratégie nationale pour fournir 25 000 logements bon marché et à but non lucratif. > Instaurer une subvention d'exploitation minimum de un milliard par an pour Radio-Canada. Demander au Bureau de la concurrence de limiter la concentration de presse.
POLITIQUES ÉCONOMIQUES	<ul style="list-style-type: none"> > Doubler les dépenses en recherche et développement d'ici 2010. > Faciliter l'accès aux services Internet haute vitesse à large bande à toutes les communautés d'ici à 2004. 	<ul style="list-style-type: none"> > Obliger le gouvernement fédéral à donner au Québec sa part en aide à la recherche et au développement. > Vendre les actions du gouvernement dans Petro-Canada. > Augmenter la participation du gouvernement fédéral dans le programme d'infrastructures. 	<ul style="list-style-type: none"> > Mettre fin aux subventions aux entreprises et réduire les subventions régionales. > Vendre les actions du gouvernement dans Petro-Canada. Privatiser Via Rail. > Briser le monopole aérien d'Air Canada. 	<ul style="list-style-type: none"> > Établir l'Institut canadien pour l'apprentissage et la technologie. 	<ul style="list-style-type: none"> > Modifier le mandat de la Banque du Canada pour que la politique monétaire favorise la création d'emplois. > Élargir le rôle de la Banque fédérale de développement pour accorder des capitaux aux entreprises communautaires. > Obliger les monopoles comme Air Canada à limiter leurs prix.
ENVIRONNEMENT	<ul style="list-style-type: none"> > Resserer les normes sur les systèmes d'échappement des véhicules. Réduire le soufre dans le carburant diesel. > Financer les projets d'amélioration des réseaux municipaux d'eau et d'égouts. > Dépenser 775 millions pour explorer les liens entre les substances toxiques et la santé. > Créer de nouveaux parcs. 	<ul style="list-style-type: none"> > Investir des fonds de 1,5 milliard pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre et respecter l'accord de Kyoto. > Rendre obligatoire l'étiquetage des OGM. > Interdire l'importation de plutonium (MOX) et de déchets toxiques. 	<ul style="list-style-type: none"> > Protéger les espèces menacées en cherchant un consensus, et légiférer en dernier recours. > Encourager l'industrie à concevoir des solutions de préservation des ressources. > Établir avec les provinces des normes nationales pour protéger l'environnement. 	<ul style="list-style-type: none"> > Adopter des lois sur la salubrité de l'eau et de l'air. > Travailler avec la communauté internationale à la protection des pêches transfrontalières contre les pratiques de prélèvement non durables sur les côtes Est et Ouest. 	<ul style="list-style-type: none"> > Établir un Fonds de purification de l'eau pour moderniser les stations de traitement. > Soutenir le transport en commun et encourager son utilisation. > Réduire à court terme les émissions de gaz à effet de serre. > Adopter une loi pour protéger les espèces menacées, créer de nouveaux parcs, développer une loi des droits environnementaux.
DÉMOCRATIE	<ul style="list-style-type: none"> > Aucune proposition. 	<ul style="list-style-type: none"> > Interdire le financement des partis politiques par les compagnies, les syndicats ou d'autres organisations. Limiter les contributions des individus, comme au Québec. > Établir un financement public des partis basé entre autres sur le nombre de votes recueillis dans les élections. 	<ul style="list-style-type: none"> > Permettre le vote libre à la Chambre des communes sur toutes les questions à l'exception du budget et des motions de défiance. > Permettre aux citoyens de réclamer la tenue de référendums nationaux. > Nommer seulement des sénateurs élus dans leur province. > Établir une date d'élections fixe tous les quatre ans. 	<ul style="list-style-type: none"> > Permettre un plus grand nombre de votes libres des députés. > Déposer une loi complète sur les « dénonciateurs » (Whistle-blower Act). > Établir un bureau d'éthique relevant du Parlement. 	<ul style="list-style-type: none"> > Rien dans le programme.

de la campagne qui s'achève

Q À quoi sert la Loi canadienne sur la santé ?

R Adoptée en 1984, La Loi canadienne sur la santé subordonne le versement des transferts fédéraux dans le secteur de la santé au respect par les provinces de cinq grands principes : la gestion publique du régime d'assurance-maladie, l'intégralité, l'universalité, la transférabilité et l'accessibilité. Autrement dit, les Canadiens doivent bénéficier d'un accès universel à un régime d'assurance-santé intégral dont la gestion est publique, peu importe leur lieu de résidence au Canada, et même s'ils déménagent dans une autre province ou voyagent au Canada. L'Alliance canadienne propose d'ajouter un sixième principe à la loi, qui forcerait le fédéral à garantir son niveau de financement aux provinces.

La loi prévoit que le fédéral peut pénaliser les provinces qui ne respectent pas l'un ou l'autre de ces principes. Le gouvernement doit par contre sévir contre les provinces qui permettent la surfacturation ou qui imposent des frais modérateurs. La surfacturation se produit quand un médecin facture à ses patients des sommes en supplément du tarif qui lui est versé par la caisse d'assurance-maladie provinciale.

C'est ce qui se produit par exemple à l'Institut de polychirurgie de Montréal, une clinique privée, où les patients doivent payer des frais accessoires de 300 \$ à 400 \$ l'heure pour l'utilisation des salles d'opération. Même si Québec a commencé à rembourser des patients qui ont dû payer ces frais illégaux, Santé Canada n'a pas encore institué d'enquête.

Q Le fédéral utilise-t-il les pouvoirs que lui confère la Loi canadienne sur la santé ?

R Très peu. Selon une étude récente du

professeur Sujit Choudhry, de la faculté de droit de l'Université de Toronto, le fédéral n'a retenu que 8,2 millions de dollars entre 1984 et 1999, toujours dans des cas de surfacturation ou de frais modérateurs. L'affaire la plus célèbre est survenue en Alberta, en 1995, quand la ministre fédérale de la Santé, Diane Marleau, a imposé une pénalité de 3,6 millions au gouvernement de Ralph Klein — dont faisait alors partie Stockwell Day — parce que ce dernier autorisait l'imposition de frais accessoires pour les chirurgies de la cataracte réalisées dans les cliniques d'ophtalmologie de la province.

Par contre, comme l'a souligné le Vérificateur général du Canada, le gouvernement fédéral n'a jamais pénalisé les provinces pour une violation de l'un ou l'autre des cinq grands principes de la loi, pas plus sous les libéraux qu'à l'époque conservatrice. Il est pourtant de notoriété publique que le Québec, pour ne donner qu'un exemple, viole la règle de transférabilité. La province refuse en effet d'aller au-delà de son barème de rémunération quand vient le temps de rembourser les médecins d'ailleurs au Canada qui soignent des Québécois. La loi canadienne prévoit pourtant que le tarif applicable doit être celui de la province de résidence du médecin, et non pas du patient.

Un gouvernement allianciste aurait encore plus de difficulté à faire respecter la LCS. Le parti de Stockwell Day propose en effet de transférer des points d'impôt aux provinces pour assurer le financement de la santé, ce qui priverait le fédéral de sa seule arme pour faire respecter la loi canadienne.

Q Est-il vrai que le secteur privé occupe plus de place qu'avant dans le système de santé canadien ?

R Oui. Selon l'Institut canadien d'information sur la santé, la part des dépenses privées dans le secteur de la santé est passée, entre 1989 et 1999, de 25,2 % à 30,4 % au

Canada, et de 24 % à 29,6 % au Québec. Le rapport Arpin a toutefois fait ressortir l'an dernier que cet élargissement de la place du privé « ne témoigne pas, globalement, d'une accélération des dépenses privées et d'un mouvement de substitution, mais essentiellement, des mesures prises par le gouvernement et par le réseau pour respecter leur enveloppe budgétaire ».

Or, le gouvernement de Jean Chrétien a joué un rôle majeur dans les compressions budgétaires des provinces. Il a sabré le Transfert social canadien (TSC) en 1994-1995, le faisant passer de 19,7 milliards à 14,9 milliards (15,5 milliards cette année). Avec l'entente signée le 11 septembre par Ottawa et les provinces, le TSC augmentera progressivement pour atteindre 21 milliards en 2005-2006. Mais la contribution du fédéral ne sera à terme que de 13,5 cents par dollar dépensé en santé, alors qu'elle s'élevait à 18 cents il y a six ans.

Q Comment se situe le Canada par rapport aux autres pays de l'OCDE ?

R La part des dépenses publiques sur les dépenses totales en santé est moindre au Canada que dans plusieurs pays de l'OCDE, dont le Royaume-Uni (84,5 %), la Suède (83,3 %) et la France (78,4 %). Elle est toutefois semblable à celle observée en Italie et en Suisse (69,9 %) et bien supérieure à celle notée aux États-Unis, où moins de la moitié (46,6 %) des dépenses de santé sont publiques. Les régimes d'assurance-santé des pays européens offrent souvent une couverture beaucoup plus large que le régime canadien, où il n'existe par exemple pas de programme national d'assurance-médicaments universelle (le Nouveau Parti démocratique propose d'ailleurs d'en créer un). Au Canada, les soins dentaires, la physiothérapie, les examens optométriques et plusieurs autres services paramédicaux ne demeurent que très partiellement couverts par le régime public.



Photo ROBERT NADON, La Presse
Les coûts d'une chirurgie sont couverts par l'assurance-maladie et la Loi canadienne sur la santé prévoit que les Canadiens ont accès à un système universel de soins de santé. Sans surfacturation.



PHILIPPE DUBUISSON
La campagne économique

La tâche économique d'un premier ministre meurtri

Dans moins de 72 heures, une fois la pluie d'insultes (enfin !) terminée, le premier ministre élu devra panser ses plaies et rapidement s'atteler aux lourdes tâches économiques qui l'attendent.

Ces tâches seront d'autant plus lourdes que c'est un premier ministre meurtri qui dirigera le Canada. Il ne fait nul doute maintenant que Jean Chrétien remportera un troisième mandat consécutif. Reste à savoir, bien entendu, s'il dirigera un gouvernement majoritaire ou minoritaire. Dans les deux cas, il portera les cicatrices de cette campagne vicieuse où il a été la cible d'attaques personnelles visant ce qu'il a peut-être de plus cher, son intégrité.

Dès les premiers jours du mandat, le premier ministre devra choisir un successeur au présent gouverneur de la Banque du Canada, Gordon Thiessen, dont le septennat se termine en janvier. Dans le contexte d'un dollar moribond, qui a enregistré une piètre performance depuis dix ans, et d'un mouvement de plus en plus fort en faveur de l'adoption du billet vert américain, cette nomination revêt une grande importance.

Le premier ministre sera aussi confronté en cours de son mandat aux projets de fusions des banques. Frustrés à leur première tentative, les banquiers reviendront certainement à la charge après l'adoption de la réforme des institutions financières, morte au feuillet au moment du déclenchement précipité des élections. Le débat sera plus animé si la Banque Nationale et la Banque Laurentienne accueillent un nouvel actionnaire majoritaire de l'extérieur du Québec. Dans ce dossier, Ottawa se réserve le dernier mot.

La réforme de l'assurance-emploi et l'élaboration d'une stratégie pour stimuler l'innovation, la recherche et le développement au sein des entreprises et des universités figurent aussi au nombre des dossiers prioritaires. Mais la tâche la plus lourde de consécration du premier ministre, à court terme, sera de déterminer qui sera titulaire du puissant ministère des Finances.

■ ■ ■

C'est un secret de Polichinelle que les relations entre Jean Chrétien et Paul Martin sont extrêmement tendues depuis la fronde des supporters du ministre des Finances contre le premier ministre au dernier congrès du PLC. C'est à ce moment-là, dit-on, que le premier ministre a arrêté définitivement sa décision de briger un troisième mandat. Il n'était pas question pour M. Chrétien de se faire montrer la porte de sortie. Et la décision de précipiter les élections trouve sa justification dans sa volonté de couper court à la grogne de moins en moins contrôlable de son caucus.

Si les libéraux remportent une majorité de comtés, plusieurs observateurs estiment que Paul Martin n'en mènera pas large. Il pourrait subir les foudres d'un premier ministre vindicatif qui voudra rétablir son autorité dès les premiers jours de son nouveau mandat.

Et si la recrue John McCallum est élue — économiste en chef de la Banque Royale et paradoxalement membre du groupe sélect d'économistes du secteur privé régulièrement consultés par le ministre des Finances — M. Chrétien aura au sein de son caucus un candidat valable aux yeux de l'establishment pour succéder à M. Martin.

En fait, si le scénario d'un gouvernement majoritaire est celui qui s'écrit, M. Martin pourrait très bien tirer sa révérence. Par contre, dans le cas d'un gouvernement minoritaire, tous les paris sont ouverts. Les jours de M. Chrétien seront comptés. La bataille au leadership sera lancée aussitôt la confirmation de l'élection d'un gouvernement minoritaire. Que fera M. Chrétien ? Maintiendra-t-il M. Martin en poste ? Décidera-t-il de lui confier un portefeuille moins important pour réduire son influence au sein du conseil des ministres ? Une chose est certaine, un gouvernement minoritaire est le meilleur des scénarios pour les aspirations au leadership de M. Martin.

■ ■ ■

Après la fonction de ministre des Finances, celle de gouverneur de la Banque du Canada est sans conteste la plus importante sur le plan économique au pays. Or, la succession de Gordon Thiessen se prépare dans la plus grande indifférence. Aucun parti politique n'a même abordé le sujet.

Pourtant, ce ne sont pas les raisons qui manquent. Le Bloc aurait pu soulever la question sous plusieurs angles. Les sept gouverneurs de la Banque du Canada depuis sa création en 1935 ont été des anglophones, aucun en provenance du Québec. M. Chrétien, qui vante très souvent et avec raison la présence de francophones dans les hautes sphères du gouvernement et de la bureaucratie fédérale, serait-il prêt à nommer un premier francophone à la tête de l'institution ?

Depuis le départ à la retraite du sous-gouverneur adjoint Marcel Bonin, la probabilité de la nomination d'un francophone est très faible, mais la question demeure intéressante.

Plus important encore, le gouverneur de la Banque du Canada devra gérer un dollar en chute libre dans le contexte d'une économie au rythme de croissance ralenti. Le nouveau gouverneur tiendra-t-il compte des disparités régionales ? Le souvenir des politiques du gouverneur John Crow est-il si lointain pour le Bloc ?

Que ce soit la succession à la direction de la Banque du Canada, la réforme des institutions financières ou les fusions bancaires, aucun de ces sujets qui seront en tête de l'agenda économique du prochain premier ministre n'est retenu l'attention des partis politiques dans cette campagne électorale. Autre signe que celle-ci s'est déroulée sur le mode des attaques personnelles et aura davantage été une bataille de ruelle qu'un débat politique et économique.

Chrétien victorieux malgré lui



GILLES TOUPIN
ANALYSE

TORONTO — Si Jean Chrétien remporte une troisième majorité consécutive lundi, il l'aura presque fait malgré lui. La campagne électorale qu'il vient de faire au cours des 34 derniers jours aura certainement été la moins inspirée et la plus terne de toute sa carrière politique.

Le vétéran politicien aura passé la plus grande partie de son temps à éviter les citoyens ordinaires, à visiter systématiquement sous les lentilles des caméras de télévision des entreprises de haute technologie subventionnées par son gouvernement, à faire la tournée d'écoles et de collèges où les élèves sont trop jeunes pour voter et à participer à des petites assemblées de comté, là où ses ouailles en avaient le plus besoin, devant des assistances gagnées d'avance. Fanfares locales, danseuses folkloriques comme à Saultnierville sur la côte française de la Nouvelle-Écosse mercredi, petit discours et on repart pour une longue balade en autocar et un long long vol en Boeing 737.

Ce fut la campagne typique d'un candidat qui faisait figure de favori dès le départ — un peu à l'image de celles qu'avait menées Pierre Trudeau en 1974 et 1980; volant d'interminables heures au-dessus de la mêlée jusqu'à ses réélections aisées. Jean Chrétien aura parcouru plus de 40 000 km en avion lorsqu'il atterrira à Shawinigan ce soir, l'équivalent d'un tour du monde.

Lorsqu'il y a cinq semaines le 26^e premier ministre du Canada s'était rendu chez le gouverneur général pour déclencher des élections, 41 mois seulement après celles de 1997, il justifiait son geste par la nécessité d'avoir un grand débat national sur l'utilisation des excédents budgétaires. Il annonçait aussi un débat sur «les valeurs», comme l'appelaient d'ailleurs de ses vœux Stockwell Day depuis quelques semaines.

En fait, dès le départ, ce projet de débat des valeurs était mal parti, le premier ministre ayant déjà semblé parler de l'Alliance canadienne comme d'un parti qui faisait «appel à tout ce qu'il y avait de plus noir chez l'être humain».

Rétrospectivement, on peut dire qu'en déclenchant ces élections, Jean Chrétien avait plutôt misé sur le peu de maturité de l'Alliance, sur le caractère embryonnaire de son organisation, sur l'inexpérience de son chef sur la scène nationale. Laisser encore six mois à Stockwell Day pour qu'il puisse trouver de bons candidats et mettre au point une bonne stratégie électorale, c'était courir de gros risques. Cette stratégie — celle de couper l'herbe sous le pied de son principal ad-



Photo Presse Canadienne

Pour Jean Chrétien, des rencontres quotidiennes avec des militants libéraux. Seulement des militants libéraux...

versaire — a fonctionné. Elle a d'autant plus fonctionné que Stockwell Day a donné lui-même bien des munitions aux libéraux, menant lui aussi une campagne malhabile et parsemée de faux pas.

Quant à la campagne sur «les valeurs», les Canadiens attendent encore. Elle n'a pas eu lieu.

Sous la ceinture

Les libéraux et les alliés ont préféré s'en donner à cœur joie dans les attaques sous la ceinture. La campagne a été vicieuse, sale et vide d'idées neuves et de grands débats fondamentaux.

La stratégie libérale a tout simplement consisté à systématiquement laisser tomber des tapis de bombes sur toutes les tentatives de Stockwell Day de faire valoir par le détail son programme électoral. Les procès d'intention, notamment sur le système de santé, ont fait florès et ils ont connu leur apothéose dans les jours qui ont suivi les débats des chefs — où Jean Chrétien avait plutôt mal paru.

Il a fallu quelques questions bien plantées du journaliste Jean Lapierre à Montréal, lors d'une entrevue radiophonique, pour que Jean Chrétien se retrouve sur la défensive sur ce dossier, après avoir implicitement admis qu'un système de santé à deux vitesses était déjà en place au Canada et que cela s'était fait sous son règne. Il était désormais mal placé pour continuer à démoniser son adversaire sur cette question.

Il a néanmoins martelé le thème de «l'agenda caché» de Stockwell Day, dé-

nonçant le projet flou allianciste de tenir des référendums sur des questions comme celles de l'avortement, l'immigration ou la peine de mort. Les couteaux ont volé bas de part et d'autre et le grand débat d'idées en prenait encore pour son rhume.

La campagne de Jean Chrétien a ensuite été fort secouée par la résurrection de la fronde de certains ministres et députés libéraux qui ont craint un moment, au lendemain de la piètre performance de Jean Chrétien lors des débats télévisés, que leur chef les menait tout droit à la catastrophe. «Jean Chrétien est un boulet pour le parti», «Paul Martin aurait mieux fait», a confié l'un d'eux à *La Presse* qui révélait qu'une réunion secrète de plusieurs députés libéraux de la région de Toronto avait été tenue à la résidence de David Smith, le coprésident de la campagne, dans la Ville reine. Quelques jours plus tard, à Vancouver, le ministre des Pêches, Herb Dhaliwal, mécontent des difficultés éprouvées par les libéraux en Colombie-Britannique, suggérait en douce que le premier ministre aimerait sans doute mieux améliorer sa partie de golf dans deux ou trois ans...

Le chef libéral venait pourtant de changer sa stratégie en insistant, à chacun des rassemblements électoraux auquel il participait, sur l'«équipe» libérale, voulant en quelque sorte détourner l'attention de sa personne et rassurer l'électorat. Il a même suggéré la semaine dernière qu'il pourrait prendre sa retraite après trois ans au pouvoir. Cela équivalait à dire: élisez-moi et je partirai! Rien en somme pour calmer le clan Martin, qui souhaite un départ plus rapide du chef actuel, ou pour rassurer les électeurs sur le bien-fondé des présentes élections.

L'affaire de l'Auberge Grand'Mère n'a rien fait pour remettre la campagne libérale sur les rails. Même si le conseiller en éthique du gouvernement, Howard Wilson, a blanchi mardi le premier ministre dans cette affaire, affirmant qu'il n'avait fait que son travail de député en intervenant auprès d'une société d'État afin de dégager un prêt pour un homme d'affaires dans son comté, plusieurs questions restent encore en suspens. Le premier ministre a frappé un gros coup mardi, après la décision de M. Wilson, en dénonçant les manoeuvres de Stockwell Day et Joe Clark, leur reprochant d'avoir outrepassé «les bornes de l'équité et de la bien-séance».

L'affaire n'est cependant pas finie; elle referra surface à la Chambre des communes puisque le conseiller en éthique a souligné que M. Chrétien ne pouvait avoir enfreint les règles puisqu'il n'y avait pas de règles...

Aujourd'hui, à deux jours du vote, Jean Chrétien est aux prises avec un électorat qui compte plus de 20% d'indécis, un risque d'affaiblissement du vote traditionnel libéral au profit des conservateurs et un Bloc québécois qui a mené une campagne sans faille. Il formera de toute évidence le prochain gouvernement, mais le spectre d'un mandat minoritaire n'est pas encore écarté, malgré les sondages. Dans ce contexte, seule une majorité décisive le sauvera de la gronde de ses troupes. Dans le cas contraire, M. Chrétien ne fera pas 18 mois à la tête du gouvernement.

Parcours sans faute de Duceppe



MARTIN PELCHAT
ANALYSE

« Ça a été le baptême du feu, l'initiation à une campagne où tout se déroule à une vitesse fulgurante, où l'image prime sur le contenu et l'anecdote sur l'essentiel. »

C'est ainsi que Gilles Duceppe commentait à chaud, le jour du scrutin de juin 1997, sa première campagne électorale en tant que chef du Bloc québécois, laissant filtrer son amertume d'avoir été ridiculisé à chacune de ses bourdes de débutant.

À l'époque, le déclenchement des élections l'avait surpris à peine quelques semaines après une pénible course au leadership. Mal préparé, il avait maladroitement manœuvré, irritant même ses alliés souverainistes en disant qu'un référendum pour revenir au sein du Canada serait possible au Québec après la souveraineté. Tel un bonnet d'âne, son affreuse coiffure de fromager allait lui coller à la peau.

Trois ans plus tard, force est d'admettre que Gilles Duceppe a appris. Il ne s'est certes pas métamorphosé en leader charismatique à la Lucien Bouchard, mais la leçon de 1997 a clairement porté. Dans une campagne dont les enjeux n'ont soulevé aucune passion, au point que les sondages ont à peine bronché depuis un mois, le Bloc a joué de prudence, évitant presque à la perfection les gaffes que guettaient les journalistes autant que ses adversaires.

L'organisation bloquiste a aussi pu compter sur un outil dont elle ne pouvait profiter en 1997. Gilles Duceppe pouvait s'amener dans les comtés auréolé d'une véritable notoriété de chef et donner un vrai coup de pouce à ses candidats. Il y a trois ans, ces derniers devaient surtout



Photo Presse Canadienne

Gilles Duceppe a choyé les journalistes de sa tournée, hier : une machine à espresso...

compter sur le prestige des ministres péquistes pour faire la manchette.

Nostalgiques du tandem redoutable que formaient Lucien Bouchard (alors au Bloc) et Jacques Parizeau (chef du Parti québécois), plusieurs souverainistes espèrent maintenant que le tandem Bouchard-Duceppe aura plus d'impact après la campagne actuelle.

Seul un candidat, celui de Frontenac-Mégantic, Jean-Guy Chrétien, a placé le parti dans l'embarras en début de campagne en affirmant que le Bloc pourrait «faire chanter» le Canada avec un gouvernement minoritaire. La mea-culpa du gaffeur est tombé le soir même.

La bombe des fusions

Lâchée à moins de deux semaines du

scrutin, la bombe des fusions municipales n'a pas déstabilisé Gilles Duceppe, même si dans la région de Québec, elle coûtera vraisemblablement son siège à la bloquiste Hélène Alarie et donnera des majorités réduites à plusieurs candidats.

Les journalistes ont eu beau insister, les candidats libéraux — de Québec à Montréal en passant par Joliette — essayant de capitaliser sur les frayeurs des banlieusards, Gilles Duceppe n'a pas bougé de sa «ligne» et s'est bien gardé de montrer ses couleurs au sujet des fusions forcées, lui qui aurait trop eu à perdre en se collant au projet de ses alliés péquistes et en s'aliénant du même coup ses alliés syndicaux.

La seule erreur que Gilles Duceppe se verra probablement reprocher par ses troupes est celle de Chicoutimi-Le Fjord, où il a imposé comme candidat le retraité Noël Tremblay, préfet de la MRC du Fjord, écartant un militant de 30 ans, Sylvain Gaudreault, qui avait notamment l'appui du député bloquiste de Lac-Saint-Jean, Stéphane Tremblay. Ce geste a amené des bloquistes outrés à présenter un candidat indépendant, Mauril Desbiens. Les sondages internes du Bloc annoncent que ce comté restera entre les mains du libéral transfuge André Harvey.

Ce n'est que par un demi-acte de contrition, cette semaine, que Gilles Duceppe a tenté de freiner la division des votes bloquistes. Et il se contentera aujourd'hui de passer dans le comté en coup de vent.

La déception serait d'autant plus grande pour le Bloc que dès le mois d'août dernier, après quatre semaines de tournée préélectorale, son vice-président Pierre Paquette claironnait que le parti allait prendre au moins 50 comtés (contre 44 en 1997) et réparer l'«erreur de parcours» de l'élection d'André Harvey dans une forteresse souverainiste.

À quelques heures du scrutin, les stratégies bloquistes redoutent par ailleurs que le taux de participation des électeurs québécois ne soit pas à la hauteur de leurs attentes. La clientèle souverainiste est souvent moins assidue aux urnes. Et puisque la campagne électorale n'a guère semblé intéresser les électeurs, la tâche de «faire sortir le vote» sera d'autant plus ardue.

VOUS DÉSIREZ RÉAGIR À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE?
Courrier électronique: elections@lapresse.ca

ÉLECTIONS 2000 > 2 JOURS AVANT LE VOTE

Stockwell Day navigue de controverse en controverse



CALGARY – La campagne de Stockwell Day se termine comme elle a commencé : par une controverse sur un enjeu social.

Interrogé par un journal d'Edmonton, Ken Epp, un vétéran député de l'Alliance qui est aussi adjoint au critique aux Finances, a affirmé plus tôt cette semaine qu'un gouvernement allianciste pourrait éliminer le supplément du revenu à la vieillesse et réduire les pensions de la sécurité de la vieillesse.

Pensions de vieillesse, sécurité du revenu aux aînés, deux des sujets les plus sensibles parmi une population vieillissante, surtout en campagne électorale. Le fameux « Good-bye Charlie Brown » lancé par Solange Denis à Brian Mulroney en 1986 résonne encore sur la colline parlementaire à Ottawa.

Cet avertissement qui avait forcé le gouvernement conservateur à remiser ses projets de réformes du régime de pensions de vieillesse est encore en vigueur, ce qui a forcé Stockwell Day à ramer de reculons — encore une fois — pour se sortir de ce mauvais pas.

« M. Epp se trompe complètement, il a d'ailleurs dit pendant l'interview qu'il ne connaissait pas tous les détails de notre politique », a expliqué un Stockwell Day embarrassé, hier matin à Winnipeg.

Autrement dit : excusez-nous, on efface tout et on recommence, il y en a encore un qui a dit n'importe quoi.

C'est là toute l'histoire de cette campagne. Chaque fois que Stockwell Day a une occasion de prendre son envol, chaque fois qu'il peut parler de son programme et attaquer ses adversaires, quelqu'un dans son entourage ou, plus largement, de son parti, s'empresse de lancer un pavé dans la mare.

Tout a commencé à la deuxième semaine de campagne par des commentaires d'un autre député, Jason Kenney, coprésident de la campagne allianciste, à propos d'une possible ouverture à un système de santé à deux vitesses. Puis, dans la même semaine, cette polémique à propos des référendums sur les questions sociales, comme l'avortement ou la peine de mort. Est-ce que l'Alliance canadienne veut tenir de tels référendum? Un gouvernement de l'Alliance encouragerait-il



Stockwell Day, jouant des gros bras...

ces consultations? Et combien de citoyens faut-il pour décider de lancer un tel débat national : 3 %, 5 %, 10 %, ou plus?

Stockwell Day a mis plus d'une semaine à remettre sa campagne en route après ces deux dérapages et, heureusement pour lui, les débats sont venus divertir les électeurs. Mais le mal était fait. M. Day a lui-même admis cette semaine à un animateur de la CBC que les libéraux ont eu beaucoup de succès à le dépeindre en une dangereuse créature politique.

Marginalisée

Mais la relance aura été de courte durée. Très rapidement, la campagne de l'Alliance canadienne a souffert des commentaires tout aussi ridicules que déplacés de cette candidate de Winnipeg qui a parlé de l'« invasion asiatique » sur la côté Ouest. Et de cet autre candidat de la Saskatchewan qui a lancé aux autochtones de son comté : « Vous ne pouvez pas me scalper parce que je suis chauve. »

Déjà soupçonnés par ses adversaires — et par de nombreux Canadiens — de xénophobie, de bigoterie et d'intégrisme religieux, l'Alliance canadienne s'est davantage marginalisée hors de son terreau d'origine, l'Ouest canadien, pour devenir louche et dangereuse à l'Est, en particulier en Ontario et au Québec.

Stockwell Day lui-même n'a pas aidé sa cause. Ses croyances personnelles, quoi qu'il en dise, sont devenues des enjeux de cette campagne.

En se déclarant ouvertement contre l'avortement, il s'est attiré immédiatement l'appui du très militants lobby pro-vie. En affirmant qu'il y a autant de preuves scientifiques en faveur de la création de la Terre par Dieu qu'il y en a pour la théorie de l'évolution, il s'est assuré un grand succès auprès des ultra-religieux. Ils sont d'ailleurs de plus en plus nombreux à ses discours. Ils l'écoutent comme ils écoutent le pasteur, le dimanche matin, ils envahissent les salles avec leurs enfants qui portent des macarons « Jesus loves you » bien sentis.

M. Day lui-même ressemble souvent à un prédicateur devant ses fidèles. Ils les harangue, leur pose des questions, interagit constamment avec eux, présentant le bébé de l'un à la foule, demandant à un autre ce que l'Alliance canadienne changera dans sa vie ou demandant aux militants d'accueillir les conservateurs et les libéraux convertis.

S'il n'était pas question de politique, on se croirait dans une séance des « born-again Christians ».

De par ses croyances et ses idées maintes exprimées avec une exubérance bien peu politicienne par le passé, notamment contre le bilinguisme ou contre la loi sur le contrôle des armes à feu, il attire toutes sortes de groupes dont un parti qui a des ambitions nationales essaye normalement de se passer.

Des manifestants

L'autre problème de Stockwell Day, et on le voit de plus en plus en ces derniers jours de campagne, c'est que ses déclarations passées ne lui attirent pas que des admirateurs.

Identifié comme un militant anti-avortement, anti-homosexuels et pro-peine de mort, le chef de l'Alliance canadienne doit affronter des manifestants tous les jours. Sans oublier les autochtones, qui le suivent à la trace dans l'Ouest.

Hier encore, à Saskatoon, un militant a frappé une étudiante avec sa canne sur la tête. La veille, à St. Catharines, en Ontario, un autre jeune manifestante a été expulsée manu militari par des gardiens de sécurité zélés au grand plaisir des militants.

Les dirigeants du parti et le chef se dissocient de ces incidents, mais quand un vieil homme frappe une jeune femme à la tête avec une canne, c'est tout le parti et son chef que l'on accuse d'intolérance.

Et c'est justement cette image d'intolérance et d'ultra-conservatisme qui risque de couler l'Alliance canadienne en Ontario et avec elle, le chef Stockwell Day.



Alexa McDonough : programmes sociaux à la carte



Du premier au dernier jour de la campagne, de sa circonscription de Halifax jusqu'à Vancouver, la leader néo-démocrate Alexa McDonough aura inlassablement joué la carte d'une bonification des programmes sociaux, notamment dans le dossier de la santé.

Se refusant à toute possibilité de coalition, Mme McDonough n'en rêve pas moins à l'élection d'un gouvernement minoritaire le soir du 27 novembre, ce qui permettrait à son parti d'avoir une certaine influence.

Mais encore faudra-t-il qu'elle réussisse à conserver les 19 sièges que le NPD détenait à la dissolution de la Chambre des communes. À la lumière des récents sondages, la possibilité que la gauche perde plusieurs circonscriptions a été maintes fois évoquée au cours du dernier mois.

Dès les premiers jours de la campagne, Mme McDonough a tracé sa ligne directrice, soit un réinvestissement massif dans les programmes sociaux. On en a eu une meilleure idée le 30 octobre, lorsque le NPD a dévoilé sa plate-forme électorale à Toronto, s'engageant à réinvestir 100 milliards des surplus anticipés au cours des prochaines années en santé, dans le logement social, l'éducation et l'environnement.

En soi, ces engagements vont à contre-courant des propositions faites par les autres formations politiques, toutes axées sur une utilisation des surplus essentiellement pour les baisses d'impôt et la réduction de la dette. En dépit de cette distinction, le programme soutenu par Mme McDonough a rarement fait l'objet d'attaques des autres leaders politiques, alors que plusieurs analystes le découpèrent en rondelles.

Faut-il y voir le reflet de la faible menace que le NPD représente à la lecture des sondages? Toujours est-il qu'au cours des derniers jours, de passage dans les Maritimes, le chef du Parti libéral, Jean Chrétien, s'en est bien davantage pris à son homologue conservateur Joe Clark, un signe évident de la remontée des tories dans cette région dont les circonscriptions sont actuellement partagés entre libéraux, néo-démocrates et conservateurs.

Débat et après-débat

Mme McDonough n'a pas changé d'un iota sa stratégie des deux débats des chefs les 8 et 9 novembre, accusant les libéraux d'avoir sabré les programmes sociaux au profit d'une baisse des impôts pour les plus riches.

Malheureusement pour elle, la langue a été un sérieux barrage au débat en français et d'aucuns ont estimé que ses interventions étaient parfois incompréhensibles. En anglais, en dépit d'une meilleure performance, ses propos n'ont pas réussi à donner un nouveau souffle à sa campagne.

En fin de campagne, Mme McDonough a dû se défendre à quelques reprises contre des affirmations voulant qu'elle ne respecte pas des politiques de son propre parti. Ainsi, elle qui prône l'instauration d'un programme national de soins de santé, a dû expliquer pourquoi elle faisait appel à des intérêts privés pour apporter des soins à sa mère.

Puis, s'en prenant au Parti libéral qu'elle disait financé par des intérêts corporatifs, Mme McDonough a été mise devant le fait que sa propre formation avait reçu une contribution de 3000 \$ de Power Corporation du Canada par le passé.

Joe Clark lutte pour ne pas faire naufrage



Flashback : Le 12 septembre dernier, Joe Clark, le leader des bleus... a les bleus, et les Canadiens n'ont d'yeux que pour le chef de l'Alliance canadienne. Pourtant, la veille, M. Clark et Stockwell Day ont tous les deux réussi à décrocher un siège à la Chambre des communes, lors d'élections partielles.

Mais en ce 12 septembre, « Stock » vole aisément la vedette au vieux routier. Il apporte de l'eau au moulin des analystes qui envisagent la possibilité d'une Stockmanie similaire à la Trudeumanie de jadis, en se présentant devant les journalistes aux commandes d'une motomarine, vêtu d'une combinaison moulante. Au même moment, M. Clark doit réagir à la défection de deux de ses trois derniers députés du Québec, qui se joignent aux libéraux.

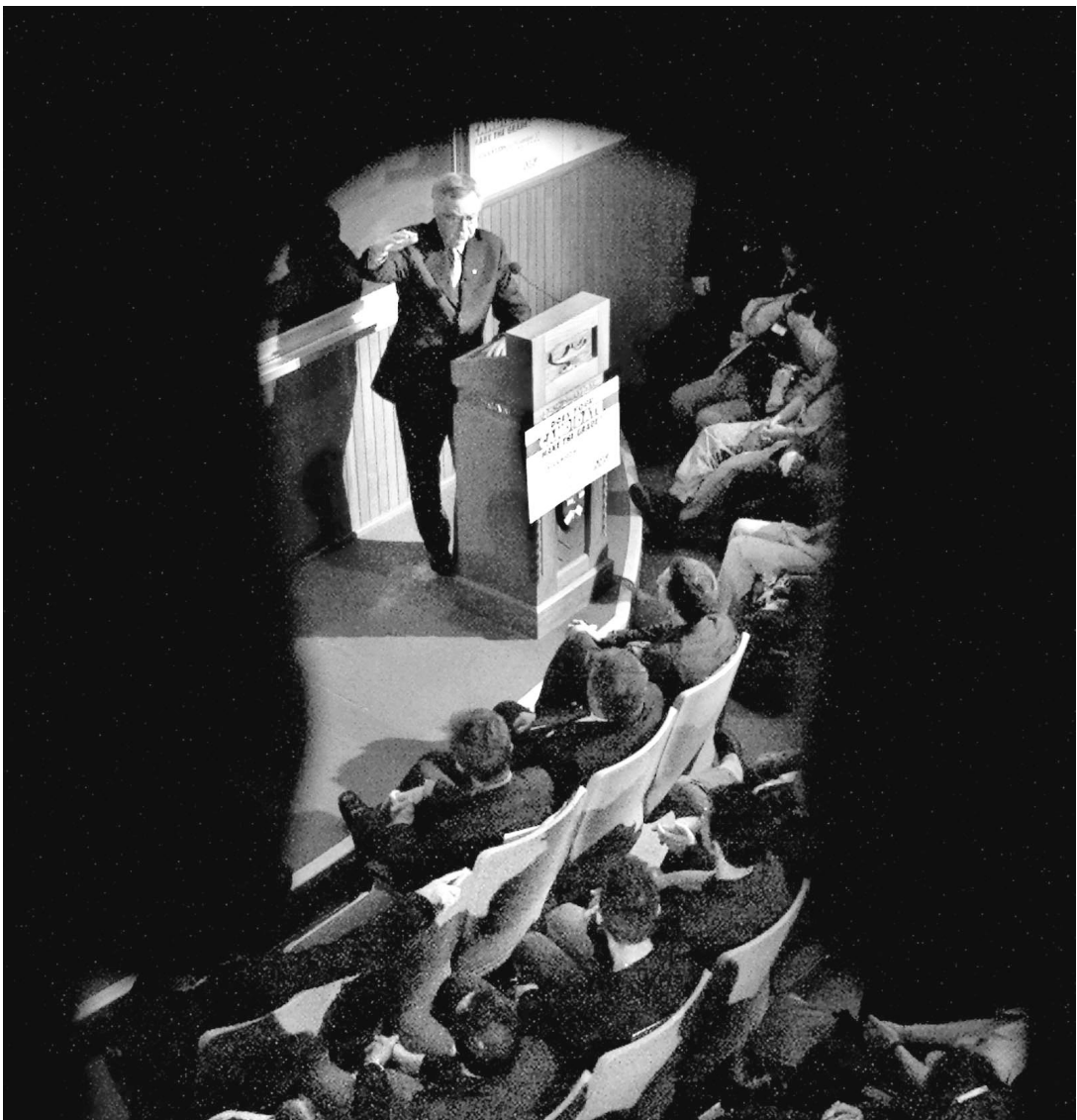
Un journaliste anglophone avait alors résumé la journée des deux chefs à l'aide d'une boutade symbolique : Stockwell Day a fait un tour de bateau, alors que Joe Clark a tenté de maintenir son parti à flot.

Deux mois et demi plus tard, au terme d'une campagne électorale de cinq semaines, la situation est différente. Si l'Alliance canadienne de M. Day a encore une bonne longueur d'avance sur les conservateurs en termes d'intentions de vote, M. Clark pourrait bien être en voie d'éviter le naufrage. Et c'est plutôt le bateau de M. Day qui prend l'eau.

Le chef de l'Alliance canadienne s'est retrouvé quotidiennement sur la défensive et son parti a été incapable de progresser dans les sondages. En revanche, les conservateurs, grâce à une campagne où M. Clark a savamment dosé ses attaques contre M. Chrétien et M. Day, ont grimpé pour la première fois depuis le début de la campagne au-dessus du seuil psychologique des 10 %.

La tendance s'est dessinée aux débats des chefs, que M. Clark a gagné, à l'aide dans les joutes verbales. Depuis, le leader conservateur a le momentum. Il se réjouissait dernièrement, avec raison, de voir MM. Chrétien et Day s'en prendre subitement à lui. « C'est tout un changement. Au début, tous deux me traitaient comme si je ne faisais pas partie de la campagne électorale », a-t-il dit.

Certains prédisaient depuis longtemps que les bleus seraient rayés de la carte pour de bon lors de cette campagne électorale. Or, selon toute vraisemblance, ils pourraient faire élire les douze députés nécessaires pour



Joe Clark est heureux que ses adversaires s'en prennent un peu à lui. En politique, c'est bon signe !

conserver le statut de parti officiel à la Chambre des communes.

Le seul et unique député conservateur du Québec, André Bachand, que l'on croyait voué à disparaître, pourrait même conserver son siège. Et les trois transfuges conservateurs, André Harvey (Chicoutimi), Diane St-Jacques (Shefford) et David Price (Compton-Stanstead), pourraient tous se faire battre, après avoir quitté les bleus pour les troupes de M. Chrétien, par opportunisme, au cours des derniers mois. Une victoire morale d'importance pour M. Clark, qui pourrait lui aussi faire mentir les prédictions et battre son rival de l'Alliance canadienne, Eric Lowther, dans Calgary-Centre.

En entrevue à La Presse, jeudi soir, M. Clark répétait pour une énième fois que l'Al-

liance n'était pas une solution de rechange sérieuse au Parti libéral, et que les conservateurs demeuraient le seul parti d'opposition d'envergure nationale. Lorsque M. Clark tenait un tel discours, il y a quelques mois, il était la cible de railleries.

À quelques jours du vote, les sceptiques n'osent plus rire aussi fort. Mais si M. Clark semble avoir réussi à convaincre les Canadiens qu'un vote pour les conservateurs n'est pas un vote gaspillé, les bleus pourraient encore une fois être confinés aux provinces de l'Atlantique. Le 27 novembre, M. Clark pourra peut-être éviter le naufrage. Toutefois, aux commandes d'un parti de nouveau essentiellement régional, il aura de la difficulté à prétendre qu'il a le vent dans les voiles.

VOUS DÉSIREZ RÉAGIR À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE?
Courrier électronique: elections@lapresse.ca

ÉLECTIONS 2000 > 2 JOURS AVANT LE VOTE



Chrétien brandit le spectre du référendum

« Un gouvernement minoritaire serait une condition gagnante », soutient-il

GILLES TOUPIN

TORONTO — Jean Chrétien a mis en garde les Canadiens hier soir contre la tentation d'un gouvernement minoritaire, ce qui équivaldrait, selon lui, « à donner la balance du pouvoir au Bloc québécois ».

« Un gouvernement minoritaire, a-t-il dit devant un millier de personnes dans la région de Toronto, ça deviendrait une condition gagnante pour leur prochain référendum. » M. Chrétien a même ajouté qu'avec un gouvernement majoritaire libéral, « il n'y aurait plus de référendum au Québec sur l'unité nationale ».

Le chef libéral a ainsi poursuivi hier soir sur le thème, abordé le matin même à Montréal, du flirt de Joe Clark avec le Bloc québécois. M. Chrétien avait profité d'un bref passage dans la métropole du Québec pour dénoncer verbalement le chef conservateur et tenter ainsi de contrer, à trois jours du scrutin de lundi, la performance inattendue des conservateurs dans certains coins du pays.

C'est au cours d'une entrevue avec *La Presse*, publiée hier, que le chef du PC a affirmé qu'il était prêt à conclure une alliance avec le Bloc, si cela permettait à sa formation et à celle de Gilles Duceppe de former l'opposition officielle.

M. Clark a également déclaré — et c'est surtout cela qui a fait bondir M. Chrétien — qu'il croyait que le programme du Bloc n'était pas un programme indépendantiste.



Le premier ministre Jean Chrétien a fustigé le chef conservateur, Joe Clark, hier, à Montréal-Nord, où il s'adressait à un parterre de personnes âgées de la résidence Les Cascades.

« Voyons Joe ! Voyons Joe ! » a lancé Jean Chrétien à un parterre de personnes âgées de la résidence Les Cascades, sur le boulevard Gouin. « Nous savons que le Bloc québécois est un parti séparatiste. Le Bloc québécois est totalement voué à séparer le Québec du reste du Canada. »

Le chef libéral a alors juré que les libéraux fédéraux ne feraient jamais de tels accords avec les séparatistes. « Parce que nous croyons, a précisé M. Chrétien, que ce pays ne sera pas divisé. Nous ne ferons pas ce type de compromis avec les séparatistes. »

« Vous devez être très naïf », a-t-il conclu à l'adresse du chef conservateur, expliquant que toute coalition avec le Bloc québécois ne ferait que « raviver la cause de Duceppe ».

M. Chrétien avait également fait passer « un message aux trois témoins séparatistes », les Lucien Bouchard, Gilles Duceppe et Jacques Parizeau. « Arrêtez de faire chanter les Québécois avec vos référendums », a-t-il clamé. « Quand est-ce qu'ils vont se rentrer dans la tête que les Québécois n'en veulent plus de référendum ? »

Les charges répétées de Jean

Chrétien contre Joe Clark, depuis quelques jours, font écho à la crainte secrète des libéraux de voir la division du vote faire le jeu de leurs adversaires. Cette fois, estiment des analystes, une partie du vote ne serait pas répartie entre l'Alliance et le PC. La division se ferait plutôt au centre, c'est-à-dire que les votes destinés à Jean Chrétien glisseraient vers Joe Clark. Ce scénario risquerait d'anéantir les espoirs des libéraux de récupérer des votes dans l'Atlantique. Il pourrait aussi permettre à l'Alliance de se faufiler dans une douzaine de circonscriptions ontariennes et créer les conditions d'un gouvernement minoritaire.

« Ce qui se passe, a expliqué Darrel Bricker, l'analyste de la maison de sondage Ipsos-Reid, c'est que les libéraux mous qui avaient l'habitude de voter conservateur dans les provinces de l'Atlantique et en Ontario, reviennent chez les conservateurs. La division de la droite n'a pas lieu. Ce qui se passe, c'est qu'il se produit une division au centre. Et les libéraux et les conservateurs se battent au centre-droit pour récupérer ces électeurs flottants. »

Pour obtenir les 151 sièges requis aux Communes pour la majorité, les libéraux de Jean Chrétien doivent contrebalancer les pertes potentielles d'une douzaine de circonscriptions dans l'Ouest, en Ontario et au Québec par la récupération de quelques-uns des 20 sièges perdus dans les provinces de l'Atlantique en 1997 aux mains du NPD et du PC. Joe Clark fait ainsi figure d'empêcheur de tourner en rond, c'est pourquoi Jean Chrétien l'a mis dans sa ligne de tir hier.

TPS et biens essentiels

ACTION Réseau Consommateur et la Fédération des ACEF, deux regroupements d'associations de consommateurs, mettent leur grain de sel dans la campagne électorale qui s'achève et demandent aux chefs de partis s'ils seraient prêts à éliminer la TPS sur des biens essentiels. L'énergie utilisée pour le chauffage (électricité, gaz naturel, mazout), le service de base du téléphone et certains effets personnels (vêtements, chaussures, articles scolaires) font à leurs yeux partie de ces biens essentiels. « Depuis 25 ans, la population canadienne s'est considérablement appauvrie. En 1997, le taux de pauvreté des ménages au Canada était de 22,4 % (...) une augmentation de 1,3 million de ménages pauvres comparativement à 1973 », arguent les deux organismes.

Plus déçu que ça...

PLUS DÉÇU que Stéphane Prud'Homme, tu ne fais pas de politique. Candidat de l'Alliance canadienne dans Laurier/Sainte-Marie, il se dit très déçu de la campagne électorale. Et les électeurs de son comté aussi, soutient-il. « Une jeune femme de la rue Panet me disait qu'elle n'en a rien à faire de l'intégrité de M. Chrétien, ce qu'elle veut savoir, c'est comment elle va faire déjeuner ses deux enfants le lendemain », écrit-il. Le jeune candidat de 30 ans écorche tous les chefs, incluant celui de sa formation, Stockwell Day. « Il est grand temps que les chefs laissent leurs chicanes et les positions personnelles sur les origines de la Terre. » Il croit que « M. Day demeure constamment sur la défensive sur ses idées personnelles parce que ses adversaires ont peur de lui et le harcèlent avec un agenda secret qui n'existe même pas. »

Crise de l'aide juridique

LA PRÉSIDENTE de l'Association du Barreau canadien, Daphne Dumont, se dit déçue que le Parti libéral, le NPD et le Bloc québécois n'aient pas profité de la campagne pour proposer de plan précis pour répondre à la crise du financement de l'aide juridique. « À quelques jours des élections fédérales, on constate avec dépit qu'aucun des grands partis ne semble faire preuve de l'attention, du leadership et de la vision nécessaire pour apporter des améliorations déterminantes au financement et à la prestation de l'aide juridique au Canada », écrit-elle. Son association a écrit aux chefs des cinq grands partis politiques afin qu'ils se prononcent sur le sujet. Si le PLC, le NPD et le BQ ont répondu, leur lettre n'est pas satisfaisante. Quant à l'Alliance canadienne, elle n'a fourni qu'une réponse incomplète alors que le Parti conservateur est demeuré muet.

Congé pédagogique

UNE JOURNÉE d'élections fédérales est synonyme de travail ininterrompu durant de longues heures pour des milliers de bénévoles de partis politiques et d'employés d'Élections Canada. Mais elle est aussi synonyme de congé scolaire pour les jeunes des écoles primaires et secondaires. Les jeunes profiteront d'un répit à la Commission scolaire de Montréal, à la CS English Montreal et à la CS Marguerite-Bourgeois. Les enseignants doivent se rendre cependant au travail puisqu'ils seront en journée pédagogique. À la CSDM, l'Éducation aux adultes et la Formation professionnelle ne font pas relâche. Enfin, les activités se poursuivront normalement à l'Université de Montréal et à l'UQAM. Quel que soit le niveau, mieux vaut contacter son institution d'enseignement pour savoir si les cours se tiennent ou non.

André Duchesne

LES CHEFS AUJOURD'HUI

> Le chef libéral Jean Chrétien poursuit sa tournée ontarienne: il sera de passage à London, Sault-Sainte-Marie, puis reviendra en fin de journée dans sa propre circonscription de Saint-Maurice.

> Le chef de l'Alliance, Stockwell Day, termine sa campagne dans l'Ouest. Il fera campagne à Edmonton, en Alberta, puis à Abbotsford, Victoria et Penticton, en Colombie-Britannique.

> Le chef bloquiste, Gilles Duceppe, finit sa tournée-éclair du Québec en se rendant à Laval, Châteauguay, Jonquière et Alma.

> Le chef conservateur, Joe Clark, fera campagne à Winnipeg, puis poursuivra sa tournée dans sa propre circonscription de Calgary-Centre.

> Après un saut à Toronto, la leader néo-démocrate, Alexa McDonough, conclut sa campagne dans les Maritimes: elle sera de passage à Cornerbrook, à Terre-Neuve, puis dans sa circonscription d'Halifax.

CE QU'ILS ONT DIT

Joe Clark sur une éventuelle alliance avec le Bloc

Extraits de l'entrevue accordée jeudi soir à l'équipe éditoriale de *La Presse* par Joe Clark, chef du Parti conservateur.

Q La Presse: Si l'Alliance canadienne perd des députés, si le Bloc obtient 40 ou 45 circonscriptions au Québec et que vous en obtenez 12 ou 15 au Canada, est-ce que ce serait envisageable de voir l'opposition officielle formée des conservateurs et du Bloc québécois ?

R Joe Clark : « Je ne peux pas répondre. Ce n'est pas quelque chose que j'ai considéré. La prudence me conseille de considérer la situ... — c'est prudence le mot français ? —, de ne pas prendre une décision comme ça, ou même faire une considération comme ça avant d'avoir les faits de lundi soir. »

Q La Presse: Avez-vous contacté Gilles Duceppe ?

R Joe Clark : « Non. Du tout. Du tout. Je suis ici pour gagner des sièges. Pour gagner le plus grand nombre de sièges possibles. »

Q La Presse: Mais vous seriez prêt à considérer cette option-là ?

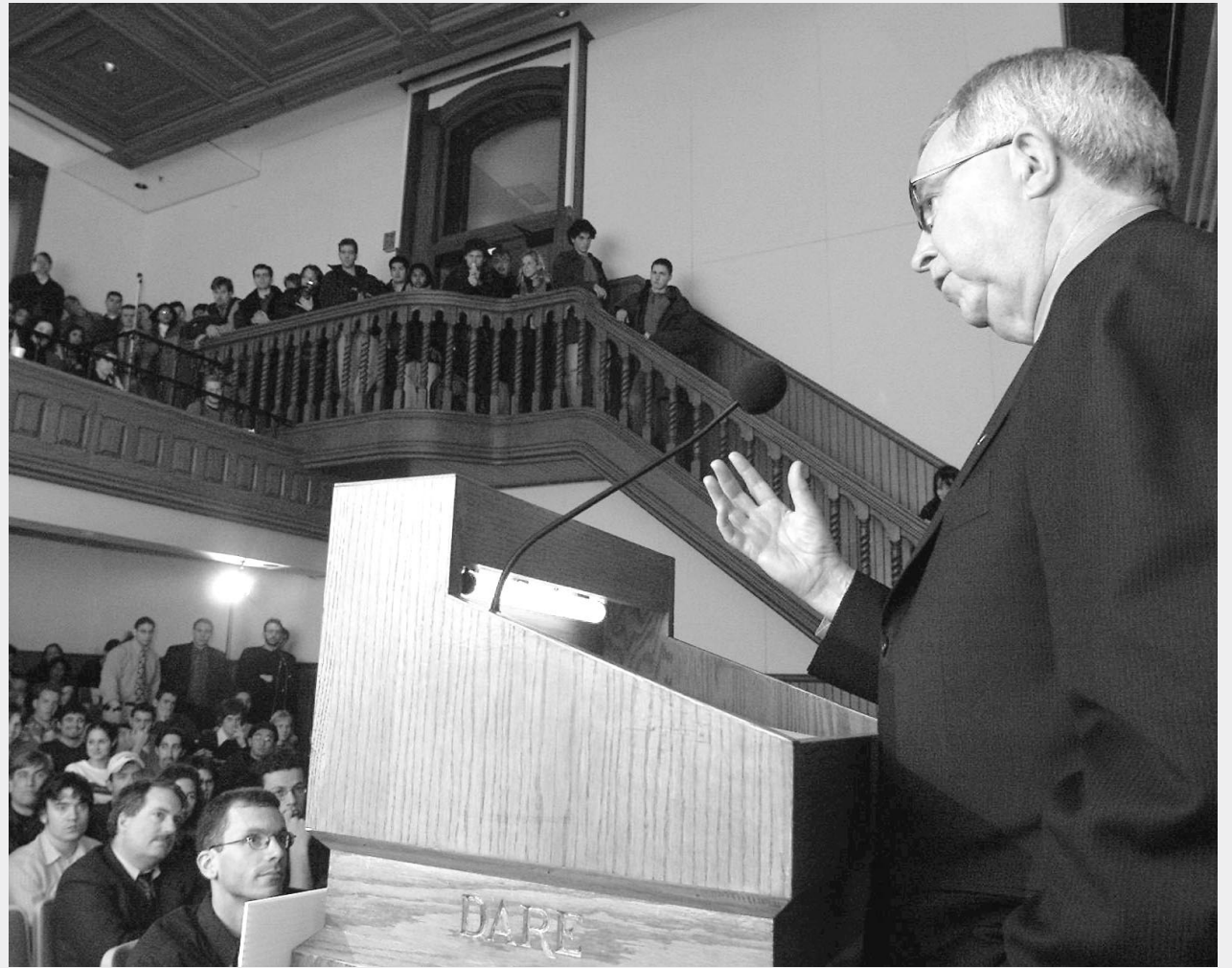
R Joe Clark : « Je n'exclus pas la possibilité que le Parti conservateur ait le plus grand nombre de sièges dans l'opposition. Si on a besoin des appuis des autres partis pour être l'opposition officielle, ou quelque chose, je serais prêt à considérer l'appui des autres. Mais ça, ce n'est pas la question que vous avez posée ! »

Q La Presse: Y compris celui du Bloc québécois ?

R Joe Clark : « Sur certaines questions. Je n'exclus pas. On parle de l'opposition ici. C'est différent d'une conversation qui touche le gouvernement et je comprends que vous cherchez une manchette. (...) Ce n'est pas impensable que l'on puisse avoir des arrangements dans l'opposition, mais la chose impossible à prévoir, c'est qui aura quel nombre de sièges après le vote lundi soir. »

Q La Presse: Une alliance avec le Bloc, même ponctuelle, ne provoquerait-elle pas automatiquement des hauts cris au Canada ?

R Joe Clark : « J'ai toujours cru que notre grande clientèle, au



Joe Clark s'est adressé à un groupe d'étudiants hier, à l'Université de Toronto.

Québec, c'est la clientèle du Bloc québécois. Je crois que la plupart des personnes qui votent pour le Bloc québécois ne votent pas pour l'indépendance, mais contre l'approche du fédéralisme de Jean Chrétien. (...) Le programme du Bloc n'est pas un programme indépendantiste. Ce n'est pas ce qu'on propose dans l'élection. C'est pour cette raison qu'il faut analyser les résultats lundi soir et voir ce qui est dans l'intérêt du pays. »

Extraits de la conférence de presse de M. Clark, vendredi, à Toronto

Q Stockwell Day a dit que pour le pouvoir, vous êtes prêt à compromettre le futur du Canada en faisant une coalition avec le Bloc.

R Joe Clark « Je ne sais pas où il va chercher ça. Ce n'est pas vrai. Il faisait peut-être référence à une réponse que j'ai donnée à une question similaire à celle que plusieurs d'entre vous m'ont posée récemment, à savoir ce qui se passerait dans l'éventualité d'un gouvernement minoritaire. Ma préférence serait d'utiliser notre pouvoir de deux façons :

l'une serait de tenir le gouvernement responsable, l'autre serait de trouver des secteurs dans lesquels il y a accord entre les partis d'opposition sur les questions que nous devons privilégier, et pour faire que le gouvernement agisse. (...) Un secteur dans lequel je pourrais travailler avec le Bloc québécois serait afin de protéger les intérêts des travailleurs saisonniers. »

Q Mais n'est-ce pas risqué ? C'est un parti séparatiste...

R Joe Clark : « C'est un enjeu qui n'a rien à voir avec le séparatisme. C'est un enjeu qui a à voir avec le développement des communautés saisonnières. Je n'exclurais pas non plus de voter avec l'Alliance (canadienne) sur la question des six principes, en santé. Le fait que cela provienne de l'Alliance ne signifie pas nécessairement que c'est une mauvaise idée. Et le fait que le Bloc québécois ait des idées à propos d'autres choses que l'indépendance ne signifie pas que nous ne devons pas travailler avec eux pour réaliser des objectifs et aider les gens. Personne n'a de doutes sur ma position en matière de fédéralisme. Ça a toujours été clair

en 27 ans de vie publique. »

Q Donc, M. Clark, vous excluez une éventuelle alliance formelle avec le Bloc s'il y avait un gouvernement minoritaire ?

R Joe Clark : « Il n'a jamais été question d'alliances formelles. Je n'envisagerai certainement jamais d'alliance formelle avec le Bloc québécois ou avec d'autres partis... »

Q À propos de l'article de *La Presse*, est-ce que vous excluez catégoriquement la formation d'une alliance avec le Bloc québécois pour former l'opposition officielle ?

R Joe Clark « C'est ce que j'ai fait hier lors de l'entrevue à *La Presse*, et je le fais ce matin, avec vous. Le titre est faux. L'article n'est pas mauvais. Mais les journalistes reconnaîtront que, parfois, le lien est mince entre ce qui est écrit et ce que le titre indique. »

VOUS DÉSIREZ RÉAGIR À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE ?
Courrier électronique: elections@lapresse.ca

Gilles Duceppe multiplie les efforts pour faire sortir le vote

HUGUETTE YOUNG
Presse Canadienne

SHERBROOKE — À 72 heures du scrutin, la machine bloquiste est passée en quatrième vitesse. Discours enflammé, pointage, porte-à-porte, le chef bloquiste, Gilles Duceppe, a multiplié les efforts pour séduire les électeurs.

Après un petit discours devant une quarantaine de militants au centre-ville de Sherbrooke où il était venu prêter main forte à son candidat, le député Serge Cardin, M. Duceppe s'est mis au téléphone. L'opération vote par vote est lancée.

« Il faut les convaincre un par un », a déclaré M. Duceppe à Sherbrooke, invitant les militants à travailler « jusqu'à la dernière minute ».

Ciblant les indécis, l'organisation du Bloc a fait imprimer 50 000 cartons sur lesquels on peut lire : « Tous les votes comptent ». À l'endroit, on ajoute que le parti souverainiste « a une vision d'avenir pour les jeunes... »

Au téléphone, M. Duceppe a eu un succès mitigé.

« Est-ce qu'on peut compter sur votre appui, est-ce que M. Cardin peut compter sur votre appui ? » a demandé M. Duceppe au téléphone.

« Pas du tout », fut la réponse.

M. Duceppe a fait un autre appel. « Vous allez voter pour M. Cardin ? Bon, je vous remercie et parlez-en à vos amis, vos voisins et vos collègues de travail. Merci, au revoir. »

Au troisième appel, M. Duceppe est tombé sur une indécise.

« Est-ce que M. Cardin peut compter sur votre appui ? Vous êtes indécise ? a repris M. Du-

ceppe. Vous avez des questions auxquelles je pourrais répondre ? Vous n'avez rien en particulier. Monsieur est-il indécis aussi ? »

« Oh, il ne demeure plus là », a répondu la dame. « Ils viennent de se séparer », a annoncé M. Duceppe avec un rire gêné aux journalistes.

Une autre fois, il s'est fait dire qu'un tel était un « sympathisant » mais qu'il était « en institution pour des raisons de santé. »

« Vous voyez que ce n'est pas arrangé avec les gars des vues », a conclu M. Duceppe en riant.

À Granby, dans la circonscription de Shefford, où il poursuivait son blitz de 36 heures, M. Duceppe a relancé le même message : « Oui, c'est loin Ottawa, mais le bureau de vote est prêt de chez vous... Ce que je vous demande, c'est de travailler jusqu'à la fin, de ne pas prendre de chances, de cogner à toutes les portes, de convaincre le monde, d'être respectueux. »

M. Duceppe a eu droit à des drôles de regards lorsqu'il s'est mis à frapper aux portes peu après 20 heures, suivi de son épouse, de son entourage et d'une horde de journalistes. Un premier électeur, sa petite fille de neuf mois dans les bras, a offert facilement son appui à M. Duceppe et à son candidat Michel Benoit.

Un deuxième, torse nu, était en train de regarder un film avec son amie, qui était revêtue d'une robe de chambre. « On vous prend dans votre intimité. C'est Gilles Duceppe. Est-ce qu'on peut compter sur votre appui ? »

« Sûrement, c'est le Bloc, ça ? » a répondu le jeune homme.

« Allez-y et bon film », a conclu M. Duceppe, en se sauvant, un peu gêné.



Après un petit discours devant une quarantaine de militants au centre-ville de Sherbrooke où il était venu prêter main-force à son candidat, le député Serge Cardin, Gilles Duceppe s'est mis au téléphone. « Il faut les convaincre un par un », a-t-il déclaré, invitant les militants à travailler « jusqu'à la dernière minute ».

photo PC

« Une hypocrisie ahurissante »

Day accuse les libéraux de songer à réduire les prestations de retraite

Presse Canadienne

SASKATOON — Rendant en quelque sorte à Jean Chrétien la monnaie de sa pièce, Stockwell Day a accusé hier les libéraux d'envisager de réduire certaines prestations du Régime des pensions du Canada et de modifier la Sécurité de la vieillesse.

L'Alliance canadienne dit tenir ses informations de documents du ministère du Développement des ressources humaines, obtenus en vertu de la Loi d'accès à l'information.

« L'hypocrisie des libéraux est ahurissante, a déclaré Stockwell Day. D'un côté, ils accusent l'Alliance canadienne d'avoir un programme caché et de l'autre, ils ont un plan secret de réduction des prestations de retraite. »

Selon l'Alliance canadienne, un document publié le 30 septembre 1999 par le Comité des ressources humaines du ministère précise que le gouvernement examine une proposition de réforme du programme de Sécurité de la vieillesse, prévoyant notamment des modifications considérables au Supplément de revenu garanti, et qu'un certain nombre de changements pourraient être apportés au Régime des pensions du Canada.

« Les libéraux tentent de faire peur à certains des citoyens les plus



Stockwell Day s'est livré à une partie de bras de fer, hier, à Winnipeg, avec un animateur radio qui l'interviewait. M. Day a gagné.

photo PC

vulnérables, a déclaré Stockwell Day, mais ce sont eux qui, derrière des portes closes, parlent de réduire les prestations de retraite. »

Pendant la campagne électorale, le premier ministre Jean Chrétien a accusé l'Alliance canadienne de garder en réserve un programme caché sur le Régime des pensions

du Canada et les pensions de sécurité de la vieillesse, à la suite de la publication d'un rapport citant un candidat de l'Alliance, Ken Epp.

M. Epp, qui est critique adjoint en matière de finance, disait que le parti allait modifier le programme afin de permettre aux citoyens de gérer leur propre argent — une ini-

tiative que certains ont associée à une privatisation possible du Régime des pensions du Canada.

Le programme de l'Alliance canadienne indique que le parti nommerait un comité non partisan pour examiner l'avenir des pensions, sans mentionner la possibilité d'une réduction.

Un message aux Canadiens

D'autre part, Stockwell Day a décidé de s'adresser directement aux électeurs en leur livrant un message de 15 minutes à la télévision, demain, veille des élections.

M. Day, qui ne travaille pas le dimanche, a pré-enregistré le message mercredi matin, dans la cuisine d'un organisateur de campagne de Cambridge, en Ontario. L'émission sera présentée par des stations de télévision privées d'Ontario, en anglais seulement, dans les cases horaires de 18h15 et 22h15.

Les dirigeants du parti fondent beaucoup d'espoirs sur ce message car, disent-ils, Stockwell Day n'est jamais aussi efficace que lorsqu'il s'adresse directement à la population.

Ron Dancy, qui a prêté sa maison vieille de 160 ans pour permettre d'enregistrer les messages, dit que Stockwell Day y expliquera les politiques de son parti tout en réfutant les accusations des libéraux.

Cri d'alarme des avocats en droit de la jeunesse

ANDRÉ DUCHESNE

ALORS QUE pauvreté rime de plus en plus avec problèmes judiciaires, la dramatique situation des enfants pauvres au pays a complètement été évacuée des débats de la présente campagne électorale, selon l'Association des avocats en droit de la jeunesse.

En conséquence, ces derniers en appellent à la conscience des citoyens lorsqu'ils se présenteront aux urnes lundi. Selon l'organisme, aucun des principaux partis politiques n'est en mesure d'apporter des actions concrètes pour résoudre cet épineux problème.

« Nous croyons que le Canada et sa population peuvent, doivent faire et méritent mieux que ça », écrit le président de l'association, M^e René Binet.

Comme plusieurs autres, l'organisme a envoyé un questionnaire aux cinq grandes formations politiques fédérales afin qu'elles se prononcent sur les enjeux entourant la situation des enfants pauvres au pays. Or, seuls le Bloc québécois et le Parti libéral ont répondu.

Si « les réponses du Bloc font état de l'engagement soutenu qu'il a démontré dans le passé et des mesures concrètes que ce parti préconise », leur impact demeure limité compte tenu du statut de cette formation qui ne prendra jamais le pouvoir.

Quant au Parti libéral, ses réponses ont visiblement beaucoup déçu l'association. « Non seulement le parti ne reconnaît-il pas que la situation est insoutenable, non seulement ne reconnaît-il pas que la pauvreté a augmenté plutôt que de décroître au cours des dernières années, mais en plus il s'engage à poursuivre dans le même sens », déplore M^e Binet.

La missive de l'association arrive onze ans, jour pour jour, après l'adoption unanime à la Chambre des communes d'une résolution visant à éliminer la pauvreté chez les enfants en l'an 2000. Or, selon un rapport publié plus tôt cette année par l'Unicef, le Canada vient au 17^e rang de 23 nations industrialisées quant à la pauvreté chez les enfants. L'étude révèle que 15,5 % des enfants canadiens vivent sous le seuil de la pauvreté.

M^{me} McDonough dénonce l'inefficacité du système de santé américain

WINNIPEG — Le système de soins de santé à deux vitesses tel qu'il est offert aux États-Unis est inefficace, a déclaré hier Alexa McDonough à un groupe d'étudiantes en sciences infirmières.

Les étudiantes, qui fréquentent le collège Red River de Winnipeg, n'ont pas semblé convaincues lorsque M^{me} McDonough a affirmé que les services de santé privés nuisaient au système public.

L'une d'elles, Katherine Toms, a même proposé que les soins de santé privés soient intégrés au système public. Les Canadiens, tout comme les Américains, devraient avoir le choix entre les soins de santé privés et publics, a-t-elle déclaré.

« Aux États-Unis, (. . .) des tas

de gens n'ont qu'à signer un chèque pour obtenir des soins de santé coûteux, lui a répondu M^{me} McDonough. Nous n'avons aucun besoin de ce genre de système. »

Un peu plus tard, au cours d'une tribune téléphonique qu'elle avait vécu aux États-Unis au cours des années soixante, alors qu'elle était travailleuse sociale, et que cette période de sa vie avait façonné profondément son point de



Alexa McDonough

vue sur les soins de santé privés et publics.

« C'est l'une des choses qui ont fait de moi une militante aussi passionnée pour les soins de santé universels », a-t-elle déclaré.

« Nous avons beaucoup à apprendre des Américains et de leur système de soins de santé — notamment que c'est un système inefficace. »

La campagne électorale d'Alexa McDonough a porté presque exclusivement sur les soins de santé, et la leader du NPD a reproché à plusieurs reprises au gouvernement libéral les compressions qui ont été faites dans ce domaine.

La question de la santé est particulièrement d'actualité à Winnipeg, qui compte plusieurs établisse-

ments de santé à but lucratif. Une future infirmière a fait remarquer à M^{me} McDonough que comme les États-Unis ne sont pas très loin, les résidents peuvent facilement s'y rendre en voiture pour recevoir des soins de santé dans des établissements fort bien équipés, qui sont trop heureux de vendre leurs services à des Canadiens.

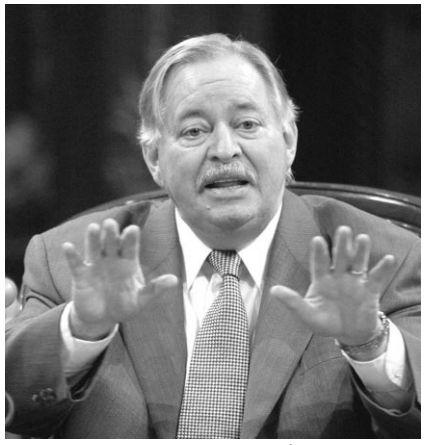
Plus tard au cours de la journée, Alexa McDonough s'est rendue à Windsor, en Ontario, où avait lieu un grand rassemblement du syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile.

« L'immense majorité des travailleurs veulent que l'excédent budgétaire soit investi dans ces services essentiels, et d'abord et avant tout dans les soins de santé », a déclaré M^{me} McDonough.

VOUS DESIREZ RÉAGIR À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE? Courriel électronique: elections@lapresse.ca

ÉLECTIONS 2000 > 2 JOURS AVANT LE VOTE

La grogne antifusions aurait peu d'impact sur le résultat du vote



Jacques Parizeau

Parizeau reconnaît que les fusions font mal au Bloc

HUGUETTE YOUNG

Presse Canadienne

SAINTE-FOY — L'ex-premier ministre Jacques Parizeau reconnaît que le dossier des fusions municipales fait mal au Bloc québécois pendant cette campagne électorale.

M. Parizeau a fait cet aveu hier matin, à Sainte-Foy, où il a donné le coup d'envoi au blitz de 36 heures du chef bloquiste, Gilles Duceppe.

« Il est évident que la question des fusions a un impact, c'est clair qu'il y a une curieuse combinaison essentiellement politique, c'est de la grosse ficelle », a précisé M. Parizeau aux journalistes.

Selon lui, l'intervention du gouvernement fédéral « singulièrement dans la ville de Québec » et l'entrée en scène du chef libéral, Jean Charest, conjuguées aux efforts concertés de plusieurs maires de banlieue, se fait sentir sur le terrain. « L'intervention pour la première fois dans la campagne électorale à travers ça, des libéraux de Jean Charest, tout ça, ça fait une conjugaison qui est surprenante si on pense à ce qui s'est produit dans les fusions dans les autres provinces.

« Ça ne se présentait pas comme ça, a poursuivi M. Parizeau. Effectivement, il est tout à fait possible que ça ait un impact. C'est une des raisons pour lesquelles des gens comme moi cherchent à contrer l'impact. »

Depuis le début de la campagne, jugeant qu'il s'agissait d'un dossier de compétence provinciale, M. Duceppe a toujours maintenu le silence au sujet du projet des fusions municipales. Rappelant que le Bloc était la « courroie de transmission » du gouvernement péquiste à Québec, M. Charest a invité de son côté les électeurs à montrer leur mécontentement en votant contre le Bloc.

Ce n'est pas un hasard si M. Duceppe commence son marathon à Sainte-Foy, dans la circonscription de Louis-Hébert. C'est là où les libéraux espèrent faire une percée en profitant de la grogne contre les fusions forcées.

M. Parizeau, qui achève une tournée des universités et cégeps de la province, passera les deux derniers jours de la campagne dans la région de Québec pour contrer ce message antifusion.

« Impressionné par la qualité » de la campagne de M. Duceppe, M. Parizeau estime que c'est le jour et la nuit si l'on compare à celle de 1997.

« En 1997, M. Duceppe n'avait pas l'assurance. C'est étonnant ce qu'il a développé comme assurance, comme contrôle de la situation depuis 1997. C'est très différent sur ce plan-là. D'autre part, le Bloc sur le plan de l'organisation, est beaucoup mieux organisé qu'il l'était, il n'y a pas de commune mesure. On a presque l'impression de deux mondes. »

De surcroît, à son avis, la dynamique au sein du Bloc est beaucoup plus harmonieuse. D'une part, les bénévoles travaillent mieux ensemble et ils « sont beaucoup plus contents de leur député. »

Après le début catastrophique de la campagne électorale de 1997, le Bloc a réussi à s'imposer à Ottawa, a poursuivi l'ex-premier ministre péquiste.

Aux yeux des militants, le slogan du Bloc, la défense des intérêts du Québec, a cessé d'être une formule « abstraite ».

Cela dit, il admet que malgré tout, il ne sera pas « facile » de faire sortir le vote le 27 novembre.

À quelques exceptions près, la campagne de M. Duceppe se déroule sans anicroche.

L'autobus du Bloc a trouvé son chemin cette année à l'usine Cascades, à Kingsey Falls. L'autobus du Bloc s'y était perdu en 1997.

Quant au bonnet de la fromagerie qui avait immortalisé M. Duceppe dans les caricatures, les caricaturistes l'ont mis cette année sur la tête du premier ministre Jean Chrétien.

LA TOURMENTE DES FUSIONS MUNICIPALES

Comtés se retrouvant au coeur de la tourmente des fusions municipales

COMTÉ	RÉSULTAT AUX ÉLECTIONS DU 2 JUIN 1997	MAJORITÉ SUR L'ADVERSAIRE LE PLUS PROCHE
DANS LA NOUVELLE VILLE DE MONTRÉAL (1,8 MILLION HABITANTS):		
Ahuntsic	PLC	10 300
Anjou-Rivière-des-Prairies	PLC	7 600
Bourassa (Montréal-Nord)	PLC	9 000
Hochelaga-Maisonneuve	BQ	5 600
LaSalle-Émard	PLC	19 400
Lac-Saint-Louis (Ouest-de-l'île)	PLC	31 300
Laurier-Sainte-Marie (Plateau-Centre-Sud)	BQ	15 400
Mercier (est de l'île)	BQ	10 600
Mont-Royal*	PLC	15 200
NDG-Lachine	PLC	19 200
Outremont	PLC	9 600
Papineau-Saint-Denis (Villeray)	PLC	12 200
Pierrefonds-Dollard	PLC	27 900
Rosemont-Petite-Patrie	BQ	7 300
Saint-Laurent-Cartierville	PLC	27 700
Saint-Léonard-Saint-Michel	PLC	27 500
Verdun-Saint-Henri	PLC	6 300
Westmount-Ville-Marie	PLC	19 100
DANS LA NOUVELLE VILLE DE LONGUEUIL (380 000 HABITANTS):		
Brossard-Laprairie	PLC	7 300
Longueuil	BQ	8 800
Saint-Hubert (Saint-Bruno)	BQ	6 500
Saint-Lambert	PLC	980
Verchères-Les-Patriotes	BQ	17 300
DANS LA NOUVELLE VILLE DE QUÉBEC (504 000 HABITANTS):		
Beauport-Montmorency-Côte-de-Beaupré-Île-D'Orléans	BQ	8 100
Charlesbourg	BQ	3 900
Louis-Hébert	BQ	3 700
Portneuf	BQ	6 000
Québec	BQ	6 700
Québec-Est	BQ	4 700
DANS LA NOUVELLE VILLE DE LÉVIS (118 000 HABITANTS):		
Lévis	BQ	10 600
DANS LA NOUVELLE VILLE DE HULL-GATINEAU (224 000 HABITANTS):		
Gatineau	PLC	9 500
Hull-Aylmer*	PLC	5 000

*Comtés à surveiller
*Résultat de l'élection partielle du 15 novembre 1999

Légende: BQ = Bloc québécois
PLC = Parti libéral

ÉRIC TROTTIER

LA DURE campagne menée par les maires de banlieue de l'île de Montréal, de Québec et de la Rive-Sud contre les projets de fusions forcées du gouvernement Bouchard aura-t-elle un impact sur le résultat du scrutin de lundi ?

L'analyste de la firme de sondages SOM, Guy Larocque, ne le croit pas. Selon lui, le manque d'intérêt général des électeurs pour les questions municipales va finir par prendre le dessus au moment de voter.

« On le constate à chaque élection municipale : le pourcentage de votes n'atteint même pas les 50 %. Même chez nous, à SOM, quand on réalise des sondages sur des questions municipales, c'est toujours plus difficile à cause du manque d'intérêt des répondants », explique M. Larocque.

La preuve ? La semaine dernière, en pleine grogne antifusion, *Le Soleil* a publié un sondage SOM qui révélait que 48 % des électeurs de la région de la Vieille Capitale s'apprêtaient à voter pour un candidat bloquiste au scrutin du 27 novembre. Les troupes de Jean Chrétien n'obtenaient alors que 27 % d'apuis.

« Les maires sont fâchés, on les voit beaucoup s'indigner dans les médias, mais rien ne permet de penser que ce dossier est très important pour les citoyens », constate Guy Larocque.

Quoi qu'il en soit, il sera intéressant de surveiller les 32 circonscriptions au coeur de la réforme municipale (voir le tableau ci-contre), lundi soir, et plus particulièrement celles qui ont été remportées de justesse par des députés du Bloc, le 2 juin 1997.

Dans l'île de Montréal, les quatre députés du Bloc se trouvent dans des circonscriptions situés sur le territoire de la métropole. L'effet fusion ne devrait pas s'y faire sentir... à moins que les 2000 électeurs de Montréal-Est, petite ville qui sera intégrée à la ville du maire Bourque, ne parviennent à renverser Francine Lalonde, la députée de Mercier qui avait obtenu une avance de 10 600 votes, en 1997.

« Sa collègue députée de Saint-Hubert—Saint-Bruno, Pierrette Venne, a, de son côté, toutes les raisons de s'inquiéter. Son avance de 1997, de 6500 voix, pourrait fondre et même disparaître si la population de Saint-Bruno (24 500 habitants) décidait de suivre le mot d'ordre lancé par les maires de banlieue de voter contre le Bloc.

Dans la région de Québec, où le gouvernement doit faire deux importantes fusions (une avec les villes de la rive nord, une sur la rive sud), la lutte sera encore plus serrée : des sept circonscriptions de la région — toutes au Bloc Québécois — six ont obtenu une majorité de moins de 8200 votes en 1997 et trois députés avaient été élus avec moins de 5000 voix de majorité : Jean-Paul Marchand (Québec-Est), Hélène Alarie (Louis-Hébert) et Richard Marceau (Charlesbourg).

Des surprises

D'autres circonscriptions se trouvent aussi sur le territoire des fusions projetées par le gouvernement Bouchard, mais soit elles appartiennent aux libéraux, soit la majorité obtenue en 1997 est si écrasante qu'il est pratiquement impensable que le résultat soit différent cette fois-ci.

Tout de même, on pourrait trouver des surprises dans quelques circonscriptions, notamment dans Saint-Lambert, remporté par moins de 1000 voix par la libérale Yolande Thibeault en 1997, et dans Verdun—Saint-Henri—Saint-Paul—Pointe-Saint-Charles, qui réunit le fief du maire de Verdun, Georges Bossé — militant libéral qui s'époumone à dénoncer la fusion dans l'île de Montréal — et trois quartiers populaires montréalais. En 1997, le député libéral Raymond Lavigne avait battu le bloquiste Donald Longuepée par seulement 6300 voix, sur un total de 47 500 votes. La campagne menée par le maire de Verdun accentuera-t-elle cette marge ?

« Ça ne veut pas dire que la controverse autour de la réforme Harel n'incitera pas quelques électeurs à voter contre le Bloc, conclut Guy Larocque, mais je ne pense vraiment pas que ce sera significatif. »

CHAUD ! QUÉBEC-EST



Le bloquiste Jean-Paul Marchand.



Le libéral Jean-Guy Carignan, à l'avant-plan.

« Je vais gagner, mais j'ai peur de perdre »

PAUL ROY

QUÉBEC — À Québec, lundi soir, plusieurs regards — dont le nôtre — seront tournés vers la circonscription bloquiste de Louis-Hébert, où les libéraux ont mis gros pour exploiter la grogne antifusions des André Boucher (la mairesse de Sainte-Foy) et cie.

Mais permettez-nous aussi de jeter un oeil — plus distrait celui-là — sur Québec-Est, où un autre député bloquiste, Jean-Paul Marchand, se fait bardasser par quelques élus municipaux. En particulier par le « maire anti-fusions » de L'Ancienne-Lorette, Émile Loranger. Non seulement M. Loranger fait-il ouvertement campagne pour le candidat libéral Jean-Guy Carignan, il le fait « avec l'argent de ses contribuables », soutient M. Marchand.

Drôle de pistolet, tout de même, que ce Jean-Paul Marchand. Ontarien d'origine, titulaire d'un doctorat en philosophie, ténor dans la chorale de sa paroisse — il affectionne particulièrement le *Requiem* de Fauré —, le voilà qui se pointe à notre rendez-vous coiffé d'un imposant borsalino. « Ça va faire mon troisième mandat », nous dit-il tout de go.

— Si vous gagnez.
— J'en suis convaincu. Reste à savoir par combien. La dernière fois, c'était par 5000 voix.

— N'était-ce pas plutôt par 4700 voix (plus précisément 4706, nous avions vérifié avant de le rencontrer) ?

— Oui, c'est ça... Mais plutôt 4800. Nous n'avons pas insisté.

Prof de philo à l'Université Laval avant d'être élu député du Bloc, en 1993, on raconte qu'il n'est pas très populaire au sein de son parti.

— Votre chef est-il venu vous visiter depuis le début de la campagne ?

— Non.

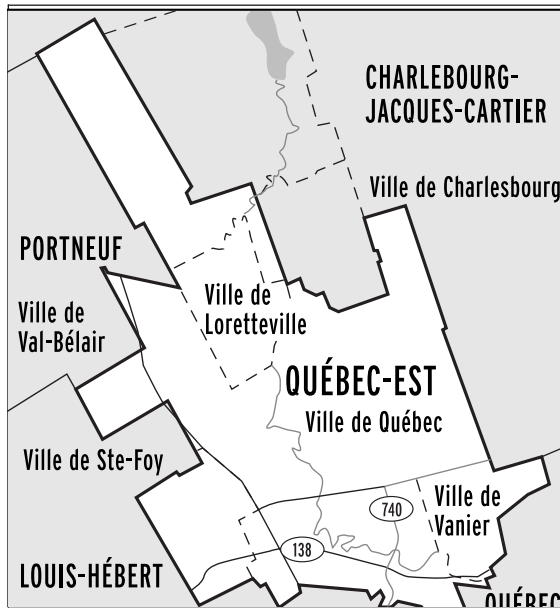
— Comment expliquez-vous qu'il se pointe régulièrement au comité électoral de votre collègue Hélène Alarie, à deux jets de pierre d'ici ?

— Moi, je ne suis pas en danger ; Louis-Hébert, c'est peut-être plus difficile...

— Et Jacques Parizeau, est-il venu ?

— Non, mais il est censé venir.

— Quand ?



— Je ne suis pas sûr, samedi (aujourd'hui) ou dimanche.

À la permanence nationale du Bloc, à Montréal, on nous confirme que M. Parizeau sera dans Québec-Est aujourd'hui. Et que si M. Marchand ne reçoit pas beaucoup de visite, c'est qu'il n'est pas sérieusement menacé.

De grosses pointures

Au fait, Québec-Est porte assez mal son nom, n'étant pas du tout à l'est de Québec. Plutôt au nord-ouest. Quand on le lui fait remarquer, Jean-Paul Marchand, 56 ans, éclate de rire. « La circonscription s'est déplacée vers le nord-ouest à un moment donné, mais elle a gardé son nom de Québec-Est. »

Et pour cause, explique-t-il, puisqu'elle a eu pour députés quelques grosses pointures : « Wilfrid Laurier, Ernest Lapointe, Louis Saint-Laurent et... Jean-Paul Marchand (rires) ».

S'il trouve le temps de rire, ce n'est pas le cas de son adversaire libéral, Jean-Guy Carignan, dont le comité électoral ressemblait à une ruche bourdonnante quand nous nous y sommes pointés, jeudi après-midi. Lui-même réglait son horaire au téléphone : « Je suis à Limoilou en fin d'après-midi, j'ai des clubs de l'âge d'or ce

soir, une communauté religieuse... Écoute, Nancy, c'est cordé, cordé et je ne veux rien manquer ! »

En entrevue, il dit sentir la victoire « depuis le début sur le terrain ». « Je parle à toutes sortes de monde et ils me disent : « Tu passes, Jean-Guy ! »

— Et vous les croyez ?
— Je vais gagner mais j'ai peur de perdre.
— Vous comptez sur les fusions ?

— Les fusions, mais aussi le vote conservateur, dont on va récupérer une bonne partie, et une certaine désaffection pour le Bloc. Ce sont tous là des éléments convergents. Mais l'élément majeur, c'est le bilan, le programme et l'équipe du Parti libéral.

M. Carignan affirme ne jamais parler de ses adversaires. Mais quand on l'invite à le faire, il ne se fait pas prier :

« M. Marchand dit n'importe quoi, n'importe comment. Il avait dit que les sénateurs Serge Joyal et Céline-Hervieux Payette recevaient à la fois leur retraite de député et leur salaire de sénateur. Ils l'ont poursuivi et il a dû s'excuser. Son parti ne le soutenait pas et avait refusé de payer ses frais d'avocat. Il n'a aucun bilan, il se contente de faire de la publicité (dans son bulletin de député) pour les organismes communautaires... »

Titulaire d'une maîtrise en administration (MBA), Jean-Guy Carignan, 59 ans, est conseiller à la régie régionale de la santé de Québec. Père de trois filles dans la trentaine, il raconte qu'il avait d'abord choisi la prêtrise. « J'ai même porté la robe un an, mais mon directeur spirituel m'avait dit que je ferais un meilleur père de famille. »

Comme dans bien des circonscriptions de la région, on se demande où iront les 14 533 voix qu'avait obtenues le conservateur Marquis Gagnon, en 1997. « Je pense en récupérer entre 50 % et 75 % », affirme le libéral Carignan.

— Qu'est-ce qui vous fait penser ça ?

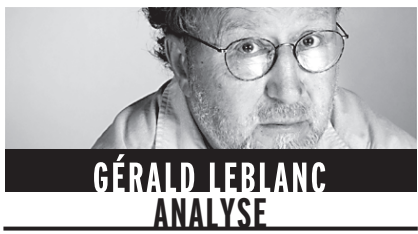
— Marquis Gagnon est passé de mon côté... En attendant, dans Québec-Est, le Parti conservateur est représenté par un commis de bureau de 52 ans, Richard Joncas ; l'Alliance par un enseignant de 52 ans, Robert Martel ; et le NPD par un chercheur-auteur de 50 ans, Magella Desmeules.

VOUS DÉSIREZ RÉAGIR À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE ?
Courriel électronique : elections@lapresse.ca

ÉLECTIONS 2000 > 2 JOURS AVANT LE VOTE

Et si c'était un gouvernement minoritaire...

Peut-on imaginer un gouvernement de coalition Alliance-Bloc?



GÉRALD LEBLANC
ANALYSE

Les experts identifient trois moments importants dans une campagne électorale : le début où les partis se positionnent, le milieu où les chefs se révèlent dans le débat télévisé et la fin où les électeurs se branchent.

Nous en sommes à ces 72 dernières heures et le portrait est loin d'être aussi clair qu'on l'aurait cru : les sondages se contredisent, les libéraux baissent mais les alliancistes ne montent pas en Ontario et les gens tardent à faire leur choix.

Pas grand-chose à dire si les libéraux de Jean Chrétien forment un troisième gouvernement majoritaire et continuent la croisière entreprise il y a sept ans. Du pareil au même !

Mais si c'était un gouvernement minoritaire, les faiseurs de scénario referaient surface et dresseraient une liste des diverses possibilités s'offrant au Canada.

Le scénario le plus probable imagine les libéraux obtenant le plus de sièges sans atteindre le chiffre magique de 151 des 301 sièges. (En 1997, les libéraux n'avaient obtenu que 155 sièges et 38 % du vote populaire.)

Les libéraux pourraient alors compter sur les néo-démocrates comme ce fut le cas au

Canada dans les années 70, en Ontario dans les années 80 et actuellement en Saskatchewan. Un mariage naturel, sur le plan social et constitutionnel, à la condition qu'Alexa McDonough ait assez de sièges pour faire pencher la balance.

Si les néo-démocrates ne faisaient pas le poids, Jean Chrétien pourrait se tourner vers Joe Clark, le trouble-fête de cette campagne, malgré les dures attaques portées par ce dernier. On pourrait même imaginer un mariage à trois, Chrétien-Clark-McDonough, si l'on n'arrive pas à atteindre à deux le minimum de 151 sièges.

Comme l'écrivait cette semaine le politologue James Laxer, dans le *Globe and Mail*, ces trois partis partagent la vision « centriste » d'un même Canada de l'Atlantique au Pacifique.

Le type d'alliance pourrait alors être formel ou à la pièce jusqu'à ce qu'un parti sente le moment opportun de provoquer des élections.

Les blocs du refus régional

Ce serait une tout autre histoire avec les alliancistes de l'Ouest et les bloquistes du Québec, dont la raison d'être est de protester contre le sort fait à leurs régions par un gouvernement fédéral du type de celui dirigé par Jean Chrétien.

On voit mal Stockwell Day ou Gilles Ducesse permettre à Jean Chrétien de prolonger son règne comme premier ministre du Canada. L'Alliance qui a pris la relève du Reform a justement été fondée parce que c'était la seule manière de se faire entendre à Ottawa : *The West Wants In*, disait le slogan de départ.

Ce moteur fondateur du refus régional res-

semble finalement beaucoup à celui qui a mené Lucien Bouchard à créer le Bloc québécois comme un instrument temporaire mais qui se perpétue avec la complicité de la majorité des Franco-Québécois.

Même combat, donc, des Westerners et des Franco-Québécois contre le centre, c'est-à-dire l'Ontario qui a permis à Jean Chrétien de former des gouvernements majoritaires en 1993 et 1997. C'est cette alliance des nationalistes du Québec et des régionalistes de l'Ouest qui avait permis à Brian Mulroney de former deux gouvernements majoritaires dans les années 80.

On dit que la politique est l'art du possible, mais on constate parfois que c'est aussi l'art de l'impossible. Malgré toutes leurs réticences et malgré toutes les cicatrices du passé, tous devront se demander, advenant l'absence de gouvernement majoritaire, si les Canadiens acceptent la tenue d'élections fédérales pour la quatrième fois en sept ans.

Qui donc osera provoquer la chute d'un gouvernement minoritaire libéral avant deux années d'exercice du pouvoir ? Pour éviter le châtiment que l'électorat ne manquera pas d'infliger au responsable de nouvelles élections, on pourrait donc voir les alliancistes et les bloquistes se pincer le nez au nom de la « stabilité », mot lancé avant-hier par Gilles Ducesse pour tempérer son exclusion de toute alliance.

Refaire l'alliance de Mulroney

Il reste un dernier scénario qu'il faudra envisager si les libéraux n'arrivent pas à forger une majorité parce que les bloquistes et les alliancistes détiennent 151 sièges refusent toute alliance avec Jean Chrétien.

Envisageons l'hypothèse d'une récolte de

plus de 50 sièges par le Bloc au Québec et de plus de 100 par l'Alliance, plus de 80 des 91 de l'Ouest et une vingtaine de l'Ontario.

Peut-on imaginer le Bloc, plus proche des libéraux sur le plan social, s'allier à un parti nettement à droite sur les plans social et fiscal ?

Au nom de la « stabilité » et de peur de la colère populaire, Stockwell Day pourrait-il convaincre Gilles Ducesse en lui offrant de céder aux provinces les points d'impôt requis pour l'éducation et la santé, champs de compétence des provinces selon la Constitution canadienne.

En échange d'une nouvelle loi avec des dents pour coincer les Hells et consorts, les bloquistes accepteraient-ils de faire un bout de chemin sur la route de la loi et l'ordre que veulent emprunter les alliancistes ?

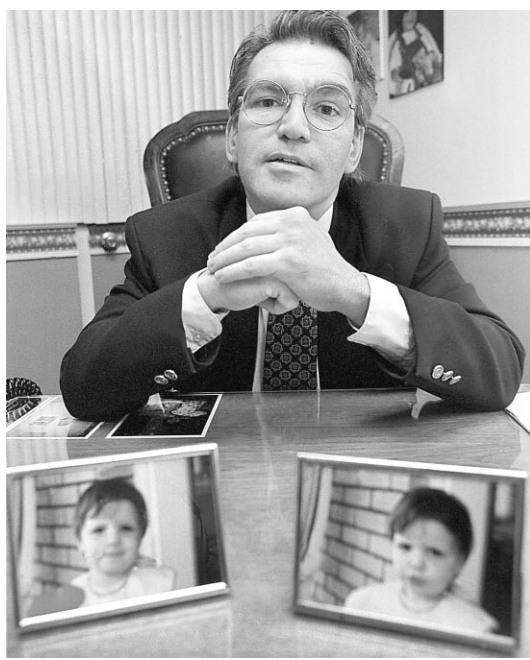
Au nom de leur quête commune de dévolution de pouvoir vers les régions, le néo-conservateur Stockwell Day et le social-démocrate Gilles Ducesse pourraient-ils cheminer ensemble, quitte à mettre fin à l'union de fait dès que le pouls populaire le permettrait.

Si la campagne électorale a été plutôt calme, l'absence d'enjeux réels ayant laissé toute la place aux invectives personnelles, les lendemains pourraient donc devenir spectaculaires advenant un gouvernement minoritaire.

Imaginez les députés changeant de côté de la Chambre au fil des tentatives de la recherche d'une majorité permettant de gouverner !

Si c'est un gouvernement majoritaire, dites vous que ce papier n'a été écrit qu'à côté... Si c'est un gouvernement minoritaire, dites-vous que je vous l'avais bien dit.

TRIBUNE



M^e Pierre Fortin

Alliance et les pédophiles

ANDRÉ DUCHESNE

« JE SUIS PÈRE d'une petite fille de cinq ans et je ne suis pas pédophile. Pourquoi ? Après réflexion, la raison la plus simple est : parce que je n'ai aucun désir envers les enfants. Mais si c'était le cas ? Une peine de prison, même à vie, me dissuaderait-elle ? Quelle est la femme qui se sentirait en sécurité si, au souper, son conjoint lui disait : « Chérie, écoute, je bande sur la petite (ou sur la petite du voisin), mais ne t'inquiète pas, j'ai bien trop peur d'aller en prison ? »

Le ton est cru. Volontairement. Car pour l'avocat Pierre Fortin, de Québec, c'est le meilleur moyen de faire passer son message : allonger les peines de prison imposées aux pédophiles, comme le souhaite le chef de l'Alliance canadienne Stockwell Day, ne mènera à rien.

« Je ne prends pas la défense des pédophiles insiste-t-il au bout du fil. Leur geste porte atteinte à la vie (d'un enfant) qui commence. Mais ce que je veux dire est que dans leur cas, la prison n'aide pas. Au contraire, elle nuit car elle enduret les pédophiles sur le plan criminel par la promiscuité avec les autres personnes emprisonnées. »

La politique de l'Alliance pour infliger des peines de prison plus sévères aux pédophiles s'appuie sur la vengeance, poursuit-il. Le programme des alliancistes en la matière est de projeter la vengeance de la victime sur un criminel. Or, en matière pénale, la vengeance n'a pas de statut.

La peine criminelle a trois fonctions, rappelle M^e Fortin : la réprobation (l'expression publique de la gravité d'un crime), la réhabilitation et la dissuasion. « Le caractère purement punitif de la peine, ou de vengeance de la victime, n'est pas un critère de droit et ne procure qu'un bien illusoire sentiment de sécurité », conclut-il.

Quoi faire alors ? Traiter les pédophiles. « La pédophilie est une délinquance de nature psychologique, ce qui est différent des autres crimes. Elle se rapproche davantage du *gambling* », dit M^e Fortin. On doit donc accentuer les efforts sur le traitement comme sur le déstigmatisation.

Le problème, c'est que la chasse aux sorcières menée contre les pédophiles « ne fait que les isoler et faire (en sorte) qu'ils se cachent leur perversion à eux-mêmes ». Cette honte publique ne les incite pas à chercher de l'aide, bien au contraire.

« Certes, il faut combattre la pédophilie et la pornographie juvénile sans ménagement, poursuit M^e Fortin, mais en affectant des budgets massifs à la poursuite des trafiquants d'enfants sur Internet et à la prostitution internationale. »

En somme, ce n'est pas le programme de l'Alliance qui va le convaincre en la matière. « Aux dernières nouvelles, Stockwell Day croit à la création du monde selon la Bible... Après ça, il n'y a plus rien pour nous surprendre ! »

Les libéraux qui restent se font chauffer, en C.-B.

MARIE-CLAUDE LORTIE

LES LIBÉRAUX de Colombie-Britannique n'ont pas dû applaudir, mercredi soir, quand ils ont entendu leur chef faire un commentaire controversé sur les gens de l'Ouest. Ils n'avaient pas besoin de ça.

Dans la province du Pacifique, l'Alliance qui détient déjà 25 des 32 comtés, est nettement en avance. Tous les sondages le disent.

Et même si le NPD vit lui aussi des moments difficiles, ce qui pourrait bénéficier aux libéraux si les électeurs de gauche choisissent le parti centriste plutôt que la droite allianciste, le parti de Jean Chrétien pourrait très bien finir lundi avec encore moins que les six sièges qu'il a gagnés là-bas en 1997.

Actuellement, les comtés libéraux sont dans la région de Vancouver et à Victoria, où le ministre chevronné David Anderson a été élu en 1993 et en 1997. Partout ailleurs dans la province, on est en terre allianciste, si ce n'est pour les trois circonscriptions néo-démocrates.

La situation libérale est donc difficile.

Unique libéral dans l'île de Vancouver, autrement contrôlée par l'Alliance, M. Anderson est attaqué des deux côtés. Par les troupes de Stockwell Day, qui veulent toute l'île, et les groupes environnementaux, qui trouvent qu'il n'a pas été assez efficace comme ministre et qui appuient le candidat néo-démocrate.

Dans le *Vancouver Sun*, on rapportait cette semaine que les sondages libéraux dans le comté donnent 24 % à Anderson, 22 % à l'Alliance, 10 % au NPD et 40 % d'indécis.

La lutte est aussi serrée dans la région de Vancouver, affirme Daniel Savas, vice-président de la maison de sondage Ipsos-Reid. « Dans le Vancouver métropolitain, l'Alliance et le Parti libéral sont au même niveau. Les libéraux pourraient donc perdre des comtés. Prenez Vancouver Quadra, par exemple, l'ancien comté de John Turner, très libéral. C'est une des courses les plus serrées maintenant », explique-t-il.

Les libéraux y ont nommé un candidat vedette, Stephen Owen, juriste et haut fonctionnaire respecté. Mais la candidate de l'Alliance, ancienne coordonnatrice d'un groupe de citoyens en conflit avec les indiens Musqueam, pour une histoire de loyers qui a rebondi en Cour suprême, lui fait une chaude lutte.

En Colombie-Britannique, explique John Richards, professeur à l'Université Simon Fraser, les questions autochtones polarisent beaucoup la population.

Dans la région de Vancouver, on est aussi encore traumatisé par l'affaire des *leaky condos*, ce très grand nombre d'appartements construits dans les années 1980, qui prennent l'eau parce qu'ils ont mal été conçus.

Selon M. Savas, le candidat libéral dans Coquitlam, en banlieue, pourrait être battu à cause de la grogne causée par cette affaire. La population aurait voulu de l'aide financière pour réparer les fuites et des gestes politiques pour resserrer les normes afin que ça ne se reproduise plus.

Cela dit, l'Alliance pourrait aussi perdre des appuis dans les prochains jours, pouvait-on lire hier dans le *Vancouver Sun*.



PHOTOTHÈQUE La Presse ©

Le ministre de l'Environnement, David Anderson, peut bien faire de la trottinette, sa campagne ne va pas nécessairement comme sur des roulettes. Unique libéral dans l'île de Vancouver, autrement contrôlée par l'Alliance, il est attaqué des deux côtés. Par les troupes de Stockwell Day, qui veulent toute l'île, et les groupes environnementaux, qui trouvent qu'il n'a pas été assez efficace comme ministre et qui appuient le candidat néo-démocrate.

Les commentateurs croient en effet que les commentaires de la candidate de l'Alliance Betty Granger sur « l'invasion asiatique », qui l'ont forcée à se retirer de la course, pourraient faire mal au parti de Stockwell Day.

Selon M. Savas, le NPD pourra difficilement faire des gains dans la province avec la popularité actuelle de l'Alliance. Seul Svend Robinson, le néo-démocrate qui parle très bien français, qui fut le premier à dire publiquement qu'il était homosexuel et qui s'est fait remarquer sur la scène politique canadienne notamment par ses positions pacifistes, pro-euthana-

sie et anti-embargo contre l'Irak, semble pas mal certain de conserver son siège. Nelson Riis, dans la zone rurale de Kamloops et Libby Davies, à Vancouver, seraient menacés.

Selon M. Richards, le NPD fédéral est en train de récolter les conséquences de la vaste impopularité du gouvernement néo-démocrate provincial.

VOUS DÉSIREZ RÉAGIR À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE? Courrier électronique: elections@lapresse.ca

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

25 novembre 2000

Page B10 manquante

Fabrikant s'en prend aux infirmières

Presse Canadienne

COWANSVILLE — Privé de son droit d'intenter des recours en justice parce qu'il a été jugé plaideur vexatoire, en 1999, par la Cour fédérale, Valéry Fabrikant cause maintenant des maux de tête aux commissaires des tribunaux administratifs.

Hier, des représentants du comité de discipline de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec ont commencé à entendre les arguments de l'ex-professeur de l'Université Concordia, qui se plaint de ne pas avoir eu droit aux soins de santé qu'il réclamait. Il accuse l'infirmière en chef du pénitencier de Cowansville, Hélène Boissonneault, d'avoir volontairement annulé certains de ses rendez-vous avec des spécialistes et de ne pas avoir répondu à ses demandes de soins.

« Dites à ces journalistes qu'il fichent le camp d'ici », a d'abord lancé M. Fabrikant au début de l'audience en désignant le journaliste et le photographe de *La Voix de l'Est*, le quotidien de Granby.

« Il s'agit d'un tribunal administratif, M. Fabrikant. Il est vrai que les photographies sont interdites, mais je ne peux empêcher un journaliste d'y assister », a rétorqué Micheline Leclerc, qui dirige le comité.

« Prouvez-moi que l'enregistrement de cette séance est de bonne qualité. Je veux entendre la cassette », a relancé le plaignant.

Tout au long de la journée, M. Fabrikant n'a cessé de multiplier les exigences de ce type tout en attaquant à maintes reprises Mme Boissonneault et son avocate. La plaignant s'est même permis à l'occasion d'écorcher Mme Leclerc.

« Vous êtes juge aujourd'hui, alors je m'attends à ce que vous vous comportiez comme tel », a-t-il prévenu.

Au terme de la journée, le comité ne pouvait toujours pas statuer sur le cas de Mme Boissonneault. Se permettant d'ajouter des éléments nouveaux à sa plainte et d'exiger une foule de documents, M. Fabrikant n'a cessé de ralentir le déroulement de l'audience.

La Presse La bonne nouvelle du jour



« Jamais vous n'auriez cru que l'année qui vient de s'écouler était si drôle. »

La Presse vous offre la chance de gagner l'un des soixante-dix (70) livres L'ANNÉE CHAPLEAU 2000, le recueil des caricatures de Serge Chapleau publié aux éditions du Boréal

Abonnez-vous et vous pourriez

être aussi parmi les chanceux du jour.

Voici les chanceux d'aujourd'hui

- M. Guillette de St-Hippolyte
- M. Guy Bordeleau de St-Thomas
- Mme Gravel de Montréal
- M. Jean-Paul Tétrault de Montréal
- Mme Juliette Fecteau de Montréal
- Mme Murielle Boulanger de Hull
- Mme Lisette Picard de Pointe-Claire
- M. Serge Lachapelle de Montréal
- Mme Renée Veilleux de Boucherville
- M. Dupéré de Boucherville

Jusqu'au 26 novembre 2000, nous publierons quotidiennement les noms de 10 gagnants abonnés à **La Presse**.

La valeur totale des prix offerts est de 1396,50 \$. Les règlements du concours sont disponibles à **La Presse**. Les gagnants devront répondre à une question d'habileté mathématique pour mériter leur prix.

(514) 285-6911

Pour appels interurbains seulement :

1 800 361-7453

LA SUPERGRILLE DU MOIS

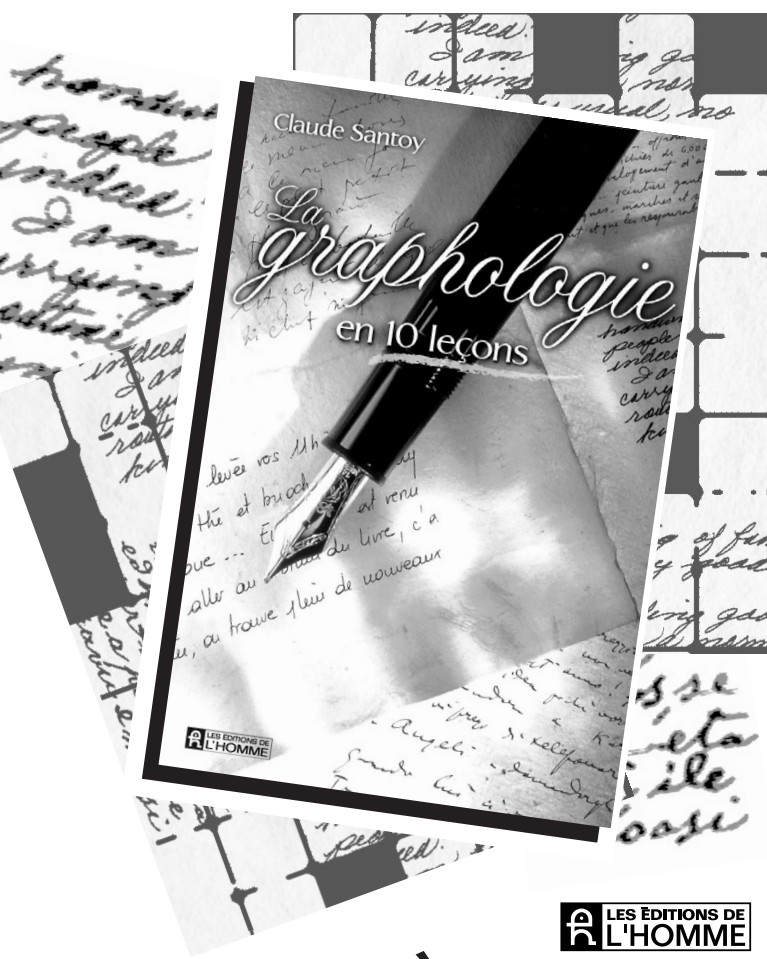
DU MOIS

La Presse

En novembre, 100 gagnants mériteront un exemplaire du livre

La graphologie en 10 leçons

et un t-shirt **La Presse**.



LES ÉDITIONS DE L'HOMME

À surveiller, demain !

loto-québec

résultats

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Le jeu doit rester un jeu

SUPER 7

Tirage du 2000-11-24

06 08 19 20 26 29 45

Numéro complémentaire: 13

Quotidienne

Tirage du 2000-11-24

3 4

013 1186

Extra

Tirage du 2000-11-24

NUMÉROS	LOTS
114858	100 000 \$
14858	1 000 \$
4858	250 \$
858	50 \$
58	10 \$
8	2 \$

Banco

Tirage du 2000-11-24

01	02	04	07	11
12	21	26	31	32
45	46	47	50	51
53	56	59	67	70

LaMini

Tirage du 2000-11-24

NUMÉROS	LOTS
315637	50 000 \$
15637	5 000 \$
5637	250 \$
637	25 \$
37	5 \$
31563	1 000 \$
3156	100 \$
315	10 \$

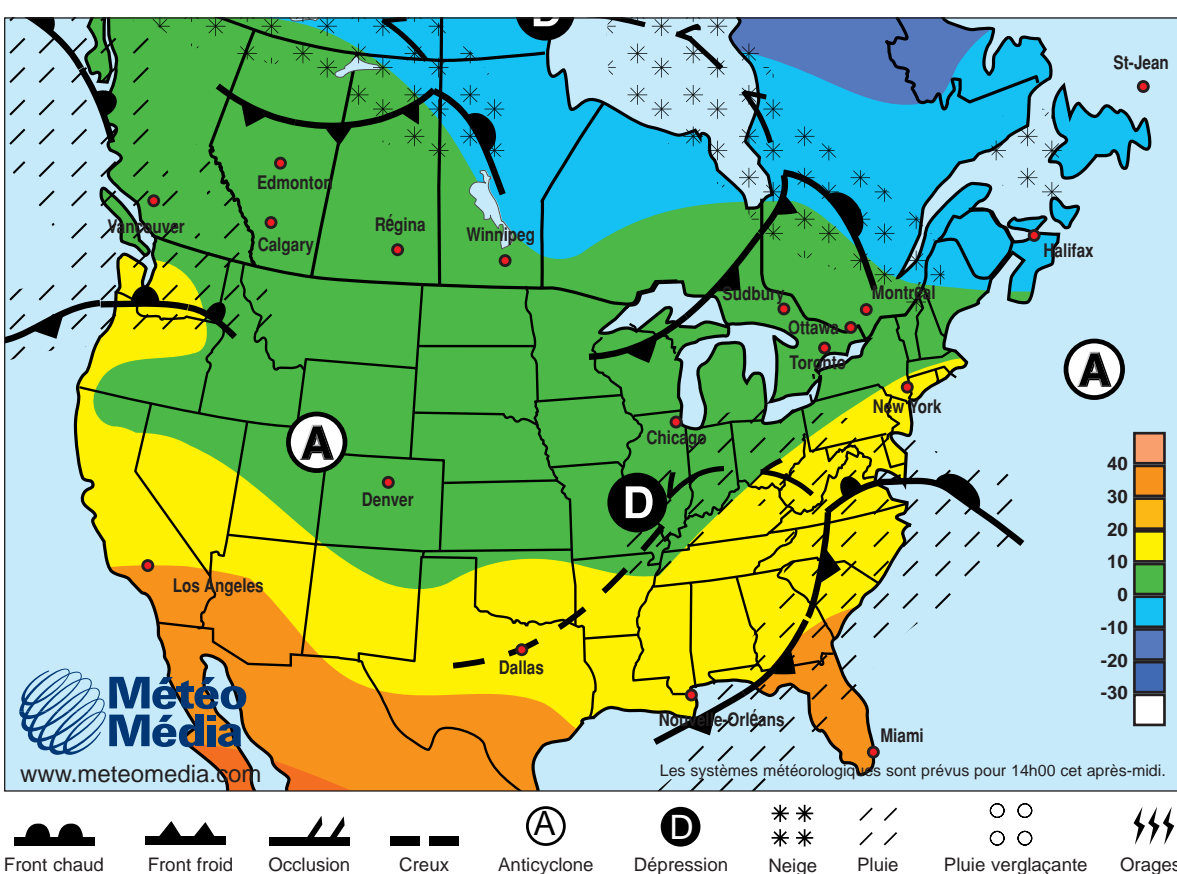
La Presse

MONTRÉAL ET LES ENVIRONS

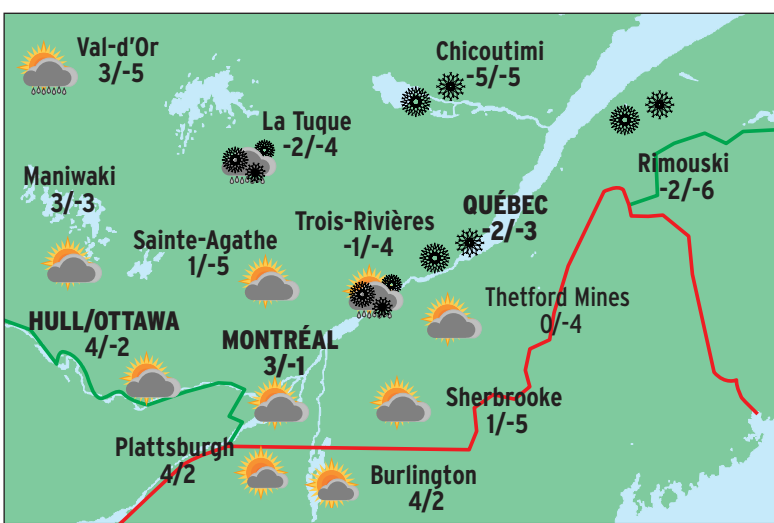
AUJOURD'HUI	MAXIMUM	
	3	Nuageux avec percées de soleil. Probabilité de précipitations: 30%. Vents légers.
CETTE NUIT	MINIMUM	
	-1	Ciel dégagé.
DEMAIN	MAX/MIN	
	6/-1	Nuageux avec faible pluie. Probabilité de précipitations: 80%.
LUNDI	MAX/MIN	
	6/-3	Plutôt nuageux avec quelques averses. Probabilité de précipitations: 40%.

QUÉBEC	OTTAWA	TORONTO
AUJOURD'HUI Nuageux avec averses de neige. -2/ -3.	AUJOURD'HUI Nuageux avec percées de soleil. 4/ -2.	AUJOURD'HUI Passages nuageux. 5/ 3.
DEMAIN Nuageux avec averses. 2/ -1.	DEMAIN Nuageux avec faible pluie. 6/ -1.	DEMAIN Nuageux avec averses. 7/ 2.

LES SYSTÈMES MÉTÉOROLOGIQUES



PRÉVISIONS RÉGIONALES



BAIE-COMEAU	BAIE-JAMES	GASPÉ	SEPT-ÎLES
AUJOURD'HUI Nuageux avec averses de neige. -4/ -5. DEMAIN Ciel variable. 1/ -6.	AUJOURD'HUI Nuageux avec averses de neige. -3/ -7. DEMAIN Nuageux avec quelques flocons. -2/ -8.	AUJOURD'HUI Possibilité d'averses de neige. -3/ -6. DEMAIN Ciel variable. 3/ -4.	AUJOURD'HUI Possibilité d'averses de neige. -5/ -8. DEMAIN Ciel variable. 0/ -9.

L'ALMANACH QUOTIDIEN POUR MONTRÉAL

TEMPÉRATURE	MAX	MIN	FACTEUR VENT		LE SOLEIL ET LA LUNE
Hier	-7	-14	Aujourd'hui	Nul	7h07 16h16 6h30 16h26
Normales du jour	2	-4	INDICE UV	Bas	
Auj. l'an passé	7	1	Aujourd'hui	Bas	Durée totale du jour: 9h09
RECORDS	Plus haut maximum	12 en 1966	PRÉCIPITATION	Hier	0mm
Plus bas minimum	-14 en 1993				1 mm d'eau = environ 1 cm de neige

AU PAYS

	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Calgary	Variable	5/-3
Charlottetown	Éclaircies	-3/-4
Cornwall	Éclaircies	3/-2
Edmonton	Éclaircies	5/-3
Frédéricton	Éclaircies	-1/-5
Halifax	Variable	-1/-2
Iqaluit	Beau	-14/-17
Moncton	Éclaircies	-2/-4
Régina	Ensoleillé	1/-6
Rouyn	Averses	5/-6
Saint-Jean	Variable	-3/-5
Saskatoon	Beau	1/-5
Sudbury	Variable	5/-1
Thunder Bay	Variable	4/-10
Vancouver	Averses	10/8
Victoria	Averses	9/8
Whitehorse	Ave neige	-3/-5
Windsor	Averses	6/5
Winnipeg	Ensoleillé	2/-5
Yellowknife	Ave neige	-5/-11

LE MONDE

	AUJOURD'HUI
Amsterdam	Éclaircies 10/4
Athènes	Nuageux 22/13
Beijing	Nuageux 13/0
Berlin	Pluie 7/2
Bruxelles	Éclaircies 10/1
Buenos Aires	Éclaircies 24/14
Lisbonne	Averses 22/16
Londres	Pluie 14/9
Los Angeles	Soleil 21/11
Madrid	Pluie 18/7
Mexico	Soleil 21/8
Moscou	Beau -7/-17
New Delhi	Soleil 27/9
New York	Soleil 10/5
Paris	Nuageux 12/2
Port-au-Prince	Beau 34/25
Rio	Orages 34/21
Rome	Nuageux 16/10
Tokyo	Nuageux 17/10
Washington	Averses 13/6

AU SOLEIL

	AUJOURD'HUI
Acapulco	Éclaircies 29/23
Bahamas	Orages 30/23
Barbade	Variable 31/24
Bermudes	Variable 22/15
Cancun	Beau 34/22
Daytona B.	Orages 24/20
Ft. Lauderdale	Orages 27/22
Honolulu	Beau 27/22
Jacksonville	Orages 22/19
KeyWest	Nuageux 26/22
La Havane	Beau 34/20
Las Vegas	Soleil 18/2
Miami	Orages 28/22
Montego Bay	Beau 32/26
Orlando	Orages 25/18
Palm Springs	Soleil 26/7
Puerto Plata	Averses 31/24
Tallahassee	Orages 21/13
Tampa	Orages 25/18
W. Palm B.	Orages 26/21

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

25 novembre 2000

Page B12 manquante